

Le Marxisme Vivant

Revue de théorie et de politique internationale
n° 21 - septembre 2009

Cette brochure est l'édition en langue française
d'une partie des articles de la revue
Marxismo Vivo - n° 21 (2009) publiée en
espagnol.

Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale
www.litci.org

Présentation

Dans cette édition[§], *Le Marxisme Vivant* consacre son Dossier au 30^{ème} anniversaire de la révolution nicaraguayenne, évènement qui a ouvert une nouvelle situation révolutionnaire dans toute l'Amérique Centrale en 1979 et a réveillé un grand enthousiasme dans le mouvement de masses mondial. Mais en une décennie, cet enthousiasme s'est transformé en déception. La révolution d'Amérique centrale a été déviée et mise en échec, contribuant au scepticisme régnant dans l'avant-garde militante. Il y a aujourd'hui une nouvelle situation mondiale révolutionnaire, avec l'éclosion de la crise économique qui a mis en question le discours triomphal du néo-libéralisme et montré les calamités du système capitaliste-impérialiste, ainsi qu'une nouvelle situation en Amérique Centrale. Cela a de nouveau placé les courants qui furent à la tête des guérillas des années '70 et '80 au centre de la scène politique, et cette fois, non par l'action armée contre les anciennes dictatures, mais comme alternatives électorales. En sortant des tranchées, il y a des années, le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) et le Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale (FMLN) occupent aujourd'hui les palais de gouvernement du Nicaragua et du Salvador.

L'Honduras est aussi à l'ordre du jour. L'oligarchie, soutenue par le sommet de l'Armée et avec l'appui de l'Eglise et des partis les plus importants, a renversé le gouvernement, l'accusant de vouloir étendre la participation populaire au régime. Dans cet évènement aussi se manifeste la nouvelle situation mondiale. Résultat des défaites du gouvernement de Bush face à la résistance des masses, l'impérialisme a changé de tactique. Son centre se trouve maintenant dans la négociation et dans la réaction démocratique, une tactique différente de celle de Bush pour l'Amérique latine.

Dans ce cadre, on aurait pu s'attendre à l'appui des Etats-Unis à un coup d'état militaire. Mais au lieu de cela, ils ont appliqué une politique cherchant à restituer la légalité et ne pas reconnaître le putsch, poussant les gouvernements latino-américains à se prononcer à

2,50 €

Adresse de contact en Belgique: lct.cwb@gmail.com

Site internet : www.lct-cwb.be

Ed. resp. J.Talpe-rue de l'Elan 73-B10 - 1170 Bxl:

l'unanimité contre. Mais, bien que le coup d'état soit mis en échec - ce que nous espérons - il convient d'alerter que sans résoudre les questions centrales comme le problème de la terre, de l'indépendance nationale et de l'unité d'Amérique centrale, il n'y aura pas une solution de fond. Celle-ci est seulement possible avec une issue ouvrière et socialiste. La vague des fronts populaires et des gouvernements populistes, comptant maintenant avec le soutien des Etats-Unis, essaiera de convaincre les masses de limiter leurs revendications au domaine de la démocratie bourgeoise, en abandonnant les drapeaux historiques. Et voilà que de nouveau, au 21^{ème} siècle, on retrouve les mêmes dilemmes que dans les années '80.

Les élections européennes en Espagne ont démontré que ce n'est pas seulement en Amérique Centrale qu'il existe des régimes soi-disant démocratiques avec un haut degré de bonapartisme et d'oppression contre les nationalités. Dans cette édition de *Marxisme Vivant*, nous incluons des articles qui expliquent la nature de ce régime et le processus d'Initiative Internationaliste - Solidarité des Peuples, un front qui, en plus de donner une alternative à l'avant-garde ouvrière des luttes, a remis en question la monarchie et ses lois discriminatoires.

Au moment de mettre cette édition sous presse, l'Iran, un autre centre de la révolution qui a agité le monde il y a 30 ans, se réveille. Les masses protestent dans la rue contre une fraude dans les élections contrôlées par le régime autoritaire. Avec de grandes manifestations, elles rappellent la révolution contre le Sha en 1979. Contrairement à ce que disent plusieurs courants de gauche, qui ont couru défendre l'action du régime au nom d'une supposée défense contre une tentative de l'impérialisme, nous défendons cette action des masses iraniennes contre la dictature des ayatollahs et nous disons que les travailleurs doivent soutenir cette mobilisation. Pour rompre avec l'impérialisme, on ne peut pas avoir confiance dans la bourgeoisie et la hiérarchie chiite, mais bien dans la force des travailleurs, de la jeunesse, des femmes et des nationalités opprimées qui font face à cette bourgeoisie. C'est une discussion que notre revue devra aborder dans ses prochaines éditions.

[§] La Présentation concerne l'ensemble de l'édition en espagnol.

Vive la lutte héroïque du peuple hondurien ! A bas le putsch!



*Une déclaration de la
Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale*

Le 5 juillet, des dizaines de milliers d'Honduriens se sont mobilisés vers l'aéroport de Tegucigalpa pour attendre le retour du président renversé Manuel Zelaya (qui finalement n'a pas pu retourner au pays) et elles ont fait face aux forces de répression, avec le solde de deux morts et des dizaines de blessés. Cela a été une grande manifestation de résistance au putsch militaire qui, la semaine précédente, avait renversé Zelaya et l'avait expulsé du pays.

Ce putsch nous en rappelle beaucoup d'autres qui, dans un passé récent, étaient monnaie courante en Amérique latine et dans d'autres régions du monde. C'est peut-être la raison du grand impact international que la nouvelle a causé, et du rejet massif des travailleurs et

des peuples partout dans le monde, spécialement dans le continent latino-américain.

Unité putschiste de la bourgeoisie hondurienne

En analysant la situation du pays, on voit que ce putsch a été le résultat d'un front réactionnaire très vaste de pratiquement tous les secteurs de la bourgeoisie hondurienne. Il fut soutenu par les deux organisations politiques bourgeoises traditionnelles, le Parti National (conservateur) et le Parti Libéral (dont fait partie Zelaya lui-même), ainsi que par la Cour Suprême, le Congrès, les moyens de communication, l'Eglise hondurienne et les Forces Armées (comme promoteurs et instruments de l'action putschiste).

Manuel Zelaya est un président bourgeois qui provient de l'oligarchie latifundiste et ne représente nullement les intérêts du peuple. Mais son rapprochement avec les pays influencés par le chavisme, ainsi que la tentative d'obtenir une réélection non prévue par l'actuel régime politique, et rejetée par la grande majorité de la bourgeoisie, ont finalement rendu intolérable son maintien au pouvoir, pour cette bourgeoisie et l'armée honduriennes.

La répression contre le peuple

Les putschistes n'ont toutefois pas voulu assumer ce rôle et ils ont essayé de donner une couverture légale à leur intervention, forts du soutien de la plupart des institutions du régime, comme la Cour Suprême et le Congrès, et ils ont accusé Zelaya de divers « crimes » afin de l'écarter « constitutionnellement ». C'est d'ailleurs le Congrès lui-même qui a nommé un nouveau « président civil » provenant du même Parti Libéral, Robert Micheletti.

Mais au-delà de ce manteau de légalité, ils ont montré dès le début leur véritable visage et leurs intentions : ils ont décrété l'état de siège, ils ont fermé les moyens de communication qu'ils ne contrôlaient pas (comme Radio Globe et Canal 36), ils ont arrêté des centaines d'adversaires, ils ont durement réprimé les manifestations de protestation, en provoquant plusieurs morts et des dizaines de blessés... Il n'y a aucun doute qu'il s'agit d'un putsch contre les libertés démocratiques et contre le peuple hondurien.

Une bourgeoisie et une armée très réactionnaires

D'autre part, l'actuel régime politique hondurien se base sur une Constitution très réactionnaire et oligarchique, approuvée en 1982. A cette époque, le Honduras était comme un « porte-avions » des Etats-Unis, servant de base à la guérilla des « contras » qui combattait contre le gouvernement du sandinisme au Nicaragua, et qui aidait l'armée du Salvador à combattre le Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale (FMLN).

Durant toutes ces années, l'ambassadeur des Etats-Unis dans le pays était le tristement célèbre agent de la CIA, John Negroponte, qui non seulement a mis sur pieds les « opérations » que nous venons d'évoquer. Il a aussi aidé l'armée et la bourgeoisie honduriennes à créer les « escadrons de la mort » qui « éliminaient » les dirigeants ouvriers et de gauche et qui ont de ce fait « évité » une guerre civile ouverte dans le pays.

Les principaux cadres et dirigeants actuels de l'armée hondurienne ont reçu leur « entraînement » à cette époque et, en outre, se sont « spécialisés » dans la célèbre « Ecole des Amériques » pour militaires latino-américains (dont le siège est actuellement à Fort Benning, en Géorgie, aux Etats-Unis). C'est le cas du général de l'armée de terre Romeo Vásquez, principal chef militaire putschiste, ainsi que du général de l'armée de l'air Javier Prince Suazo. C'est-à-dire que ce sont cette bourgeoisie et cette armée complètement réactionnaires qui sont à l'origine du putsch.

Un pays très colonisé

Le Honduras, avec un peu plus de sept millions d'habitants, est le second pays le plus pauvre d'Amérique Centrale et un des plus pauvres du continent américain dans son ensemble.

La base de l'économie est toujours l'agriculture, dont une partie est consacrée à la subsistance et une autre est entre les mains de l'oligarchie latifundiste, producteur de bananes, de café et de sucre pour l'exportation. Il y a aussi un nouveau secteur de « maquilas » (zones franches) du textile, et dans l'ensemble, 70% des exportations sont destinées aux Etats-Unis. Une autre source d'importantes recettes

pour le pays sont les remises d'argent par les Honduriens qui ont dû émigrer, spécialement vers les Etats-Unis.

Autrement dit, la bourgeoisie hondurienne a permis que, de fait, le pays soit presque une colonie de cette puissance impérialiste, et cette configuration économique est un élément clef pour comprendre l'évolution possible de la situation.

Il faut mettre en échec le putsch

Nous avons déjà dit que Manuel Zelaya est un président bourgeois qui, tant par son origine sociale latifundiste comme par sa politique, ne représentait nullement les intérêts du peuple. Toutefois, il a été choisi par la volonté populaire et, nous, la LIT-QI, nous considérons que seulement les travailleurs et le peuple hondurien ont le droit de décider si Zelaya, ou tout autre président, doit rester ou s'en aller.

C'est pourquoi, nous croyons que la plus vaste mobilisation nationale et internationale est nécessaire pour mettre en échec le putsch militaire en Honduras. Il faut respecter les élections qui ont mené Zelaya au pouvoir. Pour cette même raison, nous croyons que la première exigence de cette mobilisation doit être que Zelaya retrouve sa place au gouvernement.

Quelle est la politique de l'impérialisme ?

L'impérialisme américain a soutenu toutes les mesures (comme la résolution de la Cour Suprême ou le vote du Congrès hondurien) qui s'opposaient à ce que Zelaya obtienne sa réélection, dans le but de l'obliger à négocier avec l'opposition. Mais dans ces cas, il n'a pas soutenu le putsch, comme il avait l'habitude de faire. Le putsch apparaît alors comme un coup de gueule de la bourgeoisie hondurienne, qui est allé au-delà du « cadre » prévu pour faire pression sur Zelaya.

C'est ce qui explique que, outre le rejet attendu des organisations ouvrières, populaires et sociales, ainsi que des mobilisations internationales, contre le putsch, le gouvernement des putschistes subit aujourd'hui un isolement international rarement vu.

Des organismes au service de l'impérialisme, comme l'ONU et l'OEA, et les gouvernements de pratiquement tous les pays, y compris les pays impérialistes, comme les Etats Unis et les pays de

l'Union européenne, se sont prononcés contre le putsch, ne reconnaissent pas le nouveau gouvernement de Micheletti et demandent le retour au pouvoir de Zelaya. Même le Vénézuélien Hugo Chavez, le Brésilien Lula et d'autres dirigeants ont fait l'éloge de la position du président des Etats-Unis, Barack Obama.

Y a-t-il un changement dans l'impérialisme ?

Cette situation actuelle (que l'impérialisme et ses institutions internationales s'opposent à un putsch de droite) est en contraste évident avec d'autres moments du passé. Il est donc possible que beaucoup de travailleurs se demandent si, avec le triomphe électoral de Barack Obama, il n'y a pas eu un changement profond dans la politique de l'impérialisme.

La réponse est nécessairement complexe. Avec Obama, il y a eu effectivement un changement évident dans la forme ou dans la tactique politique, en comparaison avec Bush. Mais, pour le contenu, c'est la même politique de défense des intérêts impérialistes contre les peuples.

L'impérialisme américain a été obligé de changer sa politique de putsch militaire, d'abord, par la défaite qu'il subit dans la guerre d'occupation d'Iraq et l'enlisement dans le borbier en Afghanistan, mais aussi par l'échec de tentatives putschistes comme celle contre Chavez, en 2002, au Venezuela. Ce sont des faits, parmi d'autres, qui représentent la défaite de la « guerre contre la terreur » et du projet de « nouveau siècle américain », promu par Bush à partir du 11 septembre 2001.

La « réaction démocratique »

C'est pourquoi, après ces défaites, l'impérialisme s'oriente vers des « négociations de paix » au Moyen-Orient et dans d'autres parties du monde, et vers des régimes démocratiques bourgeois pour démonter les guerres de libération, freiner et dévier les processus de montée révolutionnaire des masses. C'est un nouvel équilibre entre « la carotte et le bâton » : l'effort militaire principal est concentré aujourd'hui sur la victoire de la guerre en Afghanistan et la tentative de démonter les autres processus de lutte.

Cette politique, que nous appelons de « réaction démocratique », a comme un de ses axes fondamentaux celle de négocier et de donner de l'espace aux gouvernements de collaboration de classes, qu'ils soient de front populaire ou populistes de gauche, comme celui de Lula ou celui de Chavez, pour que ce soit eux qui, avec leur prestige populaire, contrôlent le mécontentement des masses avec la crise économique et l'exploitation capitaliste, et les mobilisations auxquelles il donne lieu.

Dans le cadre de cette politique, et avec la préoccupation de l'impérialisme concentrée sur la région du Moyen-Orient et de l'Asie Centrale, un putsch militaire dans un pays d'Amérique centrale sert seulement à « déstabiliser » la région, ce qui pourrait provoquer une résistance des masses et créer des conflits avec les gouvernements de front populaire et les populistes de gauche. C'est pourquoi, un putsch est contraire à la tactique politique actuelle de l'impérialisme et ses intérêts plus stratégiques. C'est pourquoi, il y a cette unité anti-putschiste inédite à laquelle nous assistons.

La résistance se développe

Selon toute vraisemblance, les putschistes paraissent avoir sous contrôle la situation interne en Honduras et persistent à refuser le retour de Zelaya à son poste. Toutefois, il s'avère difficile de penser que, isolé internationalement et sans reconnaissance de quelque puissance ou organisme international que ce soit ou des principaux pays de la région, le gouvernement issu du putsch puisse se consolider et se maintenir.

Et cette crise « dans les sommets » commence à avoir un double effet. D'une part, il commence à y avoir des secteurs bourgeois honduriens qui critiquent déjà cette dureté du nouveau gouvernement et qui appellent à accepter les propositions de l'ONU ou l'OEA pour négocier.

D'autre part, elle ouvre des brèches pour une avancée dans la mobilisation populaire. Des correspondants de la résistance populaire nous informent, dans une lettre sur la mobilisation de dimanche 5 juillet, que : « *Il y a eu des mobilisations d'une ampleur sans précédent dans l'histoire du Honduras. Hier, il y avait autour de 100 mille personnes et aujourd'hui il y en a encore davantage, les deux*

très combatives. En ce sens, la mobilisation dans les rues arrive à son comble... L'armée a répondu, avec des balles pour tuer, à la tentative des masses de prendre l'aéroport au moment de l'arrivée du Président, avec le solde de deux morts. Toutefois, cette lutte dans les rues a une limitation : c'est que, à travers ses communications dans les médias, Mel Zelaya lui-même se charge d'y jeter de l'eau froide pour en conserver le caractère pacifique et de non-confrontation ». Autrement dit, il commence à y avoir une réelle possibilité que le putsch soit mis en échec par la mobilisation de masses et ses actions.

Non aux négociations en marge du peuple hondurien

En même temps, ce serait une erreur complète de penser que l'impérialisme, l'ONU et l'OEA seront les défenseurs conséquents de la démocratie au Honduras ou qu'ils avanceront jusqu'au point de punir l'oligarchie ou les militaires putschistes.

Ce qui est certain, c'est qu'ils commencent déjà à faire pression pour une négociation entre les putschistes et Zelaya qui permette une « solution » de compromis. Par exemple, la chancellerie brésilienne (actuellement très proche de la politique d'Obama) a manifesté que, outre le retour de Zelaya, « *le seul chemin qui peut conduire à une issue serait la réalisation des élections présidentielles, convoquées pour novembre* » (Folha de São Paulo, 6/7/09).

C'est-à-dire, une négociation qui sauve la « continuité démocratique » et la politique actuelle de l'impérialisme mais qui, en essence, serait un triomphe du putsch, puisque les putschistes resteraient impunis et ce ne serait pas le peuple hondurien qui déciderait si Zelaya peut avoir ou non un second mandat.

C'est pourquoi, nous, la LIT-QI, nous appelons toutes les organisations ouvrières, populaires et sociales, démocratiques et de gauche, à redoubler une campagne internationale contre le putsch militaire au Honduras et pour la solidarité avec le peuple hondurien, principalement en Amérique centrale et en Amérique latine. Seules la mobilisation populaire nationale à l'intérieur du pays (à travers des manifestations, une grève générale, etc..) et internationale peuvent mettre en échec complètement le putsch. Comme nous avons indiqué, nous croyons que le point central de cette campagne doit être : **A bas le putsch militaire, et que Zelaya reprenne son**

poste ! Tout notre appui à la lutte héroïque du peuple hondurien contre le putsch !

En même temps, face aux possibles négociations qui sont tentées, nous croyons qu'il faut aussi exiger : **Aucune négociation avec les putschistes !** ainsi que **Châtiment de tous les participants au putsch, qu'ils soient civils ou militaires !**

En outre, il ne pourra pas y avoir de véritables libertés démocratiques au Honduras, aussi longtemps que subsiste la Constitution réactionnaire de 1982. En ce sens, notre proposition est qu'avec la défaite du putsch, il faut la convocation d'une **Assemblée Constituante démocratique et souveraine, qui en finisse une fois pour toutes avec le régime autoritaire de bipartisme, qui rompe avec l'impérialisme et qui donne suite aux revendications populaires pour la terre, le travail, les libertés politiques et syndicales.**



A bas les putschistes - Résistance populaire

S'ils ne veulent pas recourir à Marx... au moins à Socrate

Un bilan sur les résultats d'Initiative Internationaliste

Angel Luis Parras

Parti Révolutionnaire des Travailleurs - IT (PRT-IT), Espagne

Le 7 juillet dernier ont eu lieu des élections pour renouveler le Parlement européen. Comme prévu, les partis de droite ont gagné. Mais ces élections ont apporté quelques surprises importantes, comme la campagne de la liste d'Initiative Internationaliste - Solidarité entre les Peuples (II-SP), dans l'Etat espagnol. Malgré une tentative de contestation de la candidature, une campagne virulente dans les médias et des cas évidents de fraude, les candidats d'II-SP ont fait une campagne significative contre le régime et pour les demandes des travailleurs contre la crise, attirant des secteurs d'avant-garde des luttes dans tout l'Etat espagnol. Etant donné le score élevé obtenu dans le Pays basque et en Navarre, nous présentons dans cet article un premier bilan de ce processus.



**la solidaridad
ENTRE LOS PUEBLOS**



Le résultat électoral d'Initiative Internationaliste - Solidarité entre les Peuples (II-SP) a été, pour l'immense majorité de ceux qui, comme nous, ont participé à cette candidature, plus que satisfaisant, tout un triomphe face au gouvernement et au régime monarchique. Mais l'évaluation finale, comme tout ce qui a entouré cette candidature, a donné lieu à une certaine polémique.

Pour les détracteurs, la non-obtention d'un député « montre » l'échec. Pour d'autres, à mi-chemin, le résultat en Euskal Herria (Pays basque) est bon mais il est désastreux dans le reste de l'Etat espagnol. Il y en a même qui osent qualifier d'« auto-justification » le bilan public fait par *Courant Rouge* où, par la bouche d'Alfonso Sastre, est affirmé : « *Le mouvement de solidarité réveillé par II-SP est déjà un succès* ».

Comment faire alors le bilan de cette candidature avec un minimum de rigueur ? Nous allons laisser de côté le fait, de plus en plus évident, qu'on nous a volé une partie substantielle des voix et nous ferons le bilan sur la seule base de ce qui a été officiellement reconnu dans le compte provisoire, 175.895 voix.

Au-delà des conclusions finales que chacun tire, est-il possible d'utiliser quelques paramètres communs pour pouvoir mesurer ? Parmi les gens qui se situent à gauche, est-il possible de traduire les passions et les sensations en langue de la raison ? Pour nous, du point de vue du raisonnement, il conviendrait de faire appel à Marx et de rappeler que pour le raisonnement dialectique, toute définition est relative, que nous *définissons par rapport à quelque chose*. Mais c'est peut-être trop demander à certains d'essayer au moins de raisonner comme des marxistes, entre autres parce qu'ils se considèrent de gauche mais non nécessairement marxistes. Faisons donc appel à un sage grec, Socrate.

Selon Socrate, pour parler avec rigueur de quelque chose, quoi que ce soit, il faut pouvoir définir préalablement ce quelque chose. Pour être clair, si Socrate avait été candidat d'II-SP, quand le journaliste du moment l'aurait interpellé en lui disant : « M. Socrate, condamnez-vous la violence ? », le sage grec, en déployant sa fine ironie, lui aurait sûrement répondu : « *Croyez-moi, j'aimerais bien vous répondre mais il s'avère rigoureusement impossible pour moi, car pour pouvoir le faire, il faut savoir ce que c'est la violence. Par consé-*

quent, veuillez bien me définir ce qu'est la violence et je répondrai avec un immense plaisir à votre question. »

Sans doute, la réponse de Socrate dans ce dialogue imaginaire serait la preuve irréfutable pour le Ministre Rubalcaba que le philosophe grec est « de l'entourage ». Mais à vrai dire, Socrate a raison : demander un jugement sur quelque chose sans définir préalablement ce quelque chose, ne garantit aucune rigueur au jugement émis.

Retournons donc à l'origine de cet article : Comment évaluez-vous le résultat électoral ? On ne peut pas répondre avec un minimum de rigueur à cette question si on ne définit pas d'abord quel était l'objectif de la présentation de la candidature.

Qu'on écoute la voix des travailleurs et la gauche indépendantiste

J'ai eu le privilège d'être invité au meeting de clôture de la candidature d'II-SP à Rivas-Vaciamadrid. C'était le dernier jour de campagne et évaluant tout ce qui avait été fait, indépendamment des résultats du 7 juillet, nous disions : « *Par rapport à l'évaluation générale, à l'heure actuelle nous sommes déjà fatigués parce que, en plus, notre campagne a été très longue ; il y a eu la campagne préliminaire, puis la campagne, et la fatigue se fait donc sentir. Mais la satisfaction est toutefois très grande* ». Cette même satisfaction s'est exprimée de manière catégorique dans la déclaration de *Courant Rouge*, la nuit même des élections.

Vers le mois de février, au sein de *Courant Rouge*, nous avons discuté de ce que nous allions faire lors de ces élections européennes. C'étaient des élections marquées par ce qui, par la suite, allait être confirmé tout au long de la campagne et dans le vote final lui-même : une indifférence générale énorme. Au milieu de cette indifférence, nous sommes arrivés également à la conclusion que ces élections étaient importantes, parce qu'en réalité, il y avait deux raisons qui pesaient beaucoup. La première est que ce serait les premières élections qui auraient lieu en pleine crise économique mondiale du système capitaliste. Et on allait donc devoir parler, bon gré mal gré, de la crise et de ce qu'on propose, de ce qu'on dit, de quelles issues il y a, etc.

Et la seconde raison, pour nous aussi importante que la première, était que ces élections pouvaient être la mise en oeuvre d'**une fraude démocratique sans précédent** dans l'Etat espagnol. Pourquoi parlons-nous de fraude démocratique sans précédent ? Parce qu'au mois de mars, lors des élections en Euskadi, avait eu lieu une brutalité antidémocratique qui est passée assez inaperçue ou qui, du moins, avait été complètement tolérée, non pour le peuple basque, mais si, malheureusement, au-delà de ces frontières.

En vertu de la *Loi de partis*, l'impossibilité de voter avait été imposée à un secteur de la population basque et les choses étaient arrivées à un tel point que cela ne leur importait pas de laisser de côté des milliers de personnes et leur droit de vote, afin de conformer ainsi un gouvernement différent. Ils ne se sont pas limités à déclarer illégal un secteur plus que significatif du peuple basque et la gauche abertzale, de l'emprisonner et de la persécuter ; ils ont vilipendé la volonté populaire pour former un parlement basque et un gouvernement à leur mesure.

Les élections européennes étaient donc un drame, parce que d'une certaine manière allait se mettre en oeuvre ce qui avait été mis en oeuvre en Euskadi, un affront antidémocratique sans précédent. Au milieu de cette discussion dans *Courant Rouge* se posait la question : donc, que peut faire une petite organisation pour une tâche aussi compliquée que celle de présenter une candidature ? Et si on obtenait finalement cette candidature, quel serait son objectif ? Car il était évident que ce que cette candidature avait à dire, naviguait à contre courant sur tous les terrains. Nous l'avons donc résumé en une expression : « *Nous voulons qu'on écoute la voix des travailleurs et de la gauche indépendantiste, et en particulier la gauche abertzale* ». Voilà ce qu'a été notre but et ce qui devait être l'objectif d'une candidature, si nous parvenions à la présenter.

Commençait alors tout un temps de travail intense, de travail patient, de réunions de pour et contre, jusqu'à ce que finalement, avec la volonté de beaucoup de gens de beaucoup d'organisations, de beaucoup de militants, d'intellectuels engagés dans les luttes démocratiques, nous ayons mis, avec tous et toutes, cette candidature sur pied.

Qu'on écoute la voix des travailleurs et de la gauche indépendantiste, de la gauche abertzale, voilà notre but. C'est pourquoi non seulement nous étions heureux dans la campagne, nous continuerions à l'être, et en outre fiers, peu importe ce qui se passerait le 7 juin, parce que l'objectif a été accompli largement, largement ! La candidature et toute la campagne ont servi à ce but, qui était si difficile à réaliser comme cela s'est avéré, mais qui a fini par se transformer **une victoire politique face au gouvernement et au régime monarchique.**

Quatre aspects pour insister sur un bilan plus que satisfaisant

Il y a, à notre avis, quatre aspects de la présentation qui méritent d'être soulignés et qui renforcent l'affirmation tellement positive que nous avons du bilan:

1 La Loi de Partis antidémocratique a été démasquée avec davantage de clarté

La candidature et la campagne ont servi à démasquer une Loi de Partis qui est un affront aux droits démocratiques les plus élémentaires. En Europe on parle beaucoup, et avec raison, de Berlusconi, des bravades et brutalités du Président italien. Mais nous avons, nous, un gouvernement soi-disant « énergique », qui se veut être un modèle de « progressivité » dans le monde; alors que la loi la plus réactionnaire de toute l'Europe est cette *Loi de Partis*, qui emprisonne les gens pour des délits d'opinion.

Par exemple, ils criminalisent Otegi. En marge de l'opinion que nous puissions avoir des positions politiques d'Otegi, pourquoi a-t-il été emprisonné ? Lors de quel acte violent a-t-il été mis en prison ? Ils l'ont arrêté chaque fois qu'il s'est rendu à une conférence de presse pour présenter une candidature, et cela grâce à cette Loi de Partis. Il nous est arrivé de subir les conséquences de cette loi hors des frontières d'Euskadi, et cela a servi, au moins, pour que beaucoup de gens qui avaient une autre opinion, une autre perception de la réalité, commencent à voir la réalité dans laquelle nous vivons. Nous avons déjà dit que nous regrettons que cela aie été à nos dé-

pens, mais cela a servi, au moins, à jeter la lumière sur cette Loi infâme.

Qu'en dépit de la persistance du Gouvernement et du Tribunal Suprême à contester la légalité, et avec toute la criminalisation qui a entouré la candidature, nous ayons pu finalement nous présenter, cela est en soi tout un bilan pour la victoire que cela représente face à ce gouvernement, au Parti Populaire, au chœur médiatique réactionnaire et à ce régime hérité du franquisme.

2 Une importante brèche a été ouverte contre l'encerclement d'Euskadi

Je crois que le fait de rompre l'encerclement du Pays Basque représente aussi un aspect très positif, surtout pour les personnes plus âgées. Car avec cette candidature - comme disaient les camarades basques eux-mêmes et comme le rappelait Felipe Alegria lors d'un meeting à Barcelone - on a rompu peut-être avec 25 ans d'isolement de plus en plus profond d'Euskadi par rapport au reste de l'Etat espagnol. Pour cette seule raison, cela valait déjà la peine de présenter la candidature.

Des camarades plus jeunes ou des gens pas tellement insérés dans le militantisme politique ne donnent certainement pas de valeur à certaines choses apparemment simples, mais il y en a d'autres qui, comme nous, donnent énormément de valeur à ce que cela signifie d'écouter un syndicaliste abertzale, lors d'un meeting sur une Place de Madrid. Cela faisait des années qu'un syndicaliste abertzale n'avait pas parlé, n'avait pu avoir une opinion, dire ce qu'il voulait, dans un rassemblement public dans les rues de Madrid. Et cette candidature a obtenu cela. Je le répète, pour nous, cela seulement a déjà montré qu'il valait la peine de présenter II-SP.

Mais cela valait aussi la peine parce qu'une vieille tradition, qui s'était rompue, a pu être retrouvée. Il y a toute une génération de combattants vétérans qui ont grandi en arborant le drapeau de la solidarité avec le Peuple basque et avec les nationalités, à Madrid, dans les rues. Et tout cela a été perdu. Cette unité entre le mouvement ouvrier basque et sa gauche indépendantiste, et le reste de la gauche de l'Etat espagnol, était rompue. Elle était rompue pour beaucoup de raisons mais spécialement à cause du rôle infâme de cette gauche de l'Etat espagnol dans la soumission au régime. Pour

nous, cette candidature a servi à récupérer ces vieux liens et nous devons donc être très fiers et très heureux d'avoir récupéré ce fil rouge cassé.

3 Une candidature ouvrière s'est mise en place

Pour nous, cela a aussi été une candidature et une campagne qui a valu la peine parce que nous avons entendu beaucoup de travailleurs **prendre la parole comme candidats** à partir de cette liste. Nous voulions une candidature ouvrière, une candidature de travailleurs qui combattent contre les « ERE » (procédure de rupture de contrat de travail), contre les licenciements, contre les privatisations... Nous voulions écouter les dirigeants syndicaux dans les meetings, mais pas pour parler de conventions ou clarifier les listes de personnel ; nous voulions les voir et les écouter expliquer à des milliers de gens, des centaines de milliers, ce que signifie **une politique de classe**. Et c'est ce que nous avons écouté dans cette campagne.

Nous avons écouté des dirigeants syndicaux, des travailleurs qui prennent leurs problèmes et ceux du reste des opprimés en main depuis l'optique d'une classe sociale, la classe ouvrière. De ce fait, cela a été une candidature de travailleurs, qui a parlé de la crise, des ERE, qui a nommé en toutes lettres les responsables de la crise, une candidature qui a discuté comment faire face au capital, quelles mesures adopter, en expliquant qu'il y a une issue à la crise, en proposant des mesures anticapitalistes et en parlant du socialisme. Mais nous les avons aussi entendus parler de tous les opprimés. Ils ont parlé de la jeunesse, des immigrants, des femmes, et ils ont parlé, beaucoup, du problème de la souveraineté des peuples, parce que cela est un drame pour la classe ouvrière de ce pays.

Il y a beaucoup de travailleurs, des syndicalistes et des gens conscients, qui disent : « Oui, unité des travailleurs, nous les travailleurs devons nous unir », mais ils oublient un petit détail : si la classe ouvrière ne se met pas à l'avant-garde des tâches démocratiques de ce pays, d'abord des droits des nationalités, il n'y a pas d'unité des travailleurs. Et non seulement il n'y aura pas d'unité des travailleurs, il y aura toute sorte de drames, car dans ce pays, il y a un nationalisme infâme, le plus dangereux que tous, parce qu'il identifie les autres comme nationalistes mais il ne se reconnaît pas lui-même comme nationaliste : le nationalisme espagnol. Si les travailleurs, nous ne

sommes pas conscients de cela, nous sommes condamnés à être l'infanterie du nationalisme espagnol et nous finirons, au nom de *l'unité de l'Espagne* et autres chansonnettes, d'être la chair à canon, parce que les guerres sont toujours ainsi, les guerres sont organisées par ceux d'en haut mais ce sont ceux d'en bas qui les payent. C'est ainsi, c'est la loi de la vie.

Alors, si nous ne prenons pas ces drapeaux comme les nôtres, d'autres vont les prendre, et contre nous. Cette candidature a eu ce mérite énorme, d'écouter des travailleurs parler de ces choses, parler de ce dont il fallait parler, et expliquer depuis une option de classe, ce que tout cela signifie.

4 Il a été démontré qu'il est possible de construire une référence politique unitaire de la gauche

Finalement, nous croyons, que la campagne d'II-SP a été très importante parce qu'il a été démontré qu'on peut construire une référence politique unitaire de la gauche. Nous sommes des gens qui viennent de traditions très différentes, aussi dans un sens idéologique, avec beaucoup de différences, mais cela n'empêche pas qu'il y ait des points, un programme de classe et démocratique, de rupture avec le régime monarchique, qui unifie une activité. Ce sont des choses élémentaires, essentielles, autour lesquelles nous pouvons nous mettre d'accord et pour lesquelles nous pouvons combattre.

La candidature a démontré que tout cela n'est pas un désir, que c'est une réalité. Autour de ces deux grands thèmes, l'issue ouvrière à la crise et la défense des droits nationaux, s'est conformée une candidature qui a bouleversé cette racaille. Et cela est possible et a servi à organiser beaucoup de gens, combattants, syndicalistes, étudiants, intellectuels, auteurs et artistes, tous ces gens qui ont mis main à la pâte, qui ne sont pas militants mais qui, à des moments comme ceux-ci, oeuvrent ensemble. Cela est très important parce que la candidature s'est transformée en un instrument d'organisation.

Il y a donc beaucoup de raisons pour lesquelles nous pouvons être très satisfaits et nous féliciter tous et toutes, les gens de la candidature et ceux qui l'ont soutenue et ont rendu possible la campagne.

Entre le crétinisme antiparlementaire et l'opportunisme électoraliste

L'adaptation au système capitaliste et au régime monarchique, du PSOE comme gestionnaire et du PCE-IU, de BNG et d'ERC comme acolytes, a toujours eu une de ses expressions maximales dans le parlementarisme. Ce sont des organisations complètement adaptées à un système politique de plus en plus discrédité. Ils transforment la présentation aux élections en une fin en soi et en leur raison d'être, y compris la source de financement et la dépendance de ces fonds ainsi que les privilèges honteux dont jouissent les députés.

Rejetant tout cela, un sentiment antiparlementaire légitime s'est développé durant ces années chez beaucoup de militants de la gauche. Dans pas mal de cas toutefois, ce rejet a fini par se transformer en une déformation politique qui agit comme l'autre face d'une âme jumelée : convertir **en principe** le fait de ne pas se présenter aux élections. Le vieux Lénine, dans sa polémique avec les dénommés « ultra-gauchistes », définissait ce type de position politique comme « crétinisme antiparlementaire ».

Courant Rouge a participé pour la première fois à un rendez-vous électoral et a donc, dès le début, manifesté clairement le but d'une candidature : « *Depuis Courant Rouge, nous n'avons jamais cru que les parlements sont un véritable organe de souveraineté populaire, et moins encore, si on peut dire, le Parlement européen. Nous savons que nous ne pouvons pas attendre des solutions de ces parlements aux problèmes de travail, de droits sociaux et de libertés démocratiques qui accablent les travailleurs et les peuples. Mais les élections sont un terrain de lutte politique qui ne doit pas être dédaigné ni éludé, si on veut extraire les travailleurs et les peuples de l'influence néfaste des institutions et des partis du système. C'est pourquoi, lors de ces élections européennes, il faut qu'on écoute la voix des travailleurs et de la gauche souverainiste.* »

Courant Rouge n'a fait aucune spéculation sur le nombre de voix qui pouvaient être obtenues. Evidemment, nous en voulions le plus possible, mais aucun objectif n'a été fixé à ce sujet parce que, comme nous avons dit précédemment, l'objectif était autre : obtenir une candidature ouvrière et démocratique qui donnerait une voix à

ceux à qui le régime monarchique, le gouvernement et le système lui-même la refusent.

En outre, nous n'avons pas spéculé avec le nombre de voix parce que nous étions pleinement conscients que cette candidature allait mener **une campagne complètement à contre courant** : contre le gouvernement, le régime monarchique, le système capitaliste, et surtout contre l'« opinion publique » et la conscience dominante dans la classe ouvrière elle-même à laquelle nous nous adressions.

Une campagne électorale comme celle que nous avons vécue, a vu des centaines d'activistes dans tout l'Etat espagnol soutenir la candidature, se mobiliser pour elle. Voyant une telle quantité de meetings (II-SP a été la troisième force politique en nombre de meetings organisés, seulement derrière le PP et le PSOE) et voyant la répercussion médiatique de la liste, bien que ce soit pour nous criminaliser, il y a eu sans doute des espoirs, trop d'illusions dans certains secteurs de ce même activisme, ce qui est plus que compréhensible. C'est plus que compréhensible parce que la candidature a mis en marche une telle quantité d'énergies, d'activistes, de groupes, et elle a reçu tant d'enthousiasme dans les meetings, que cela a fini par produire une espèce de bulle dans laquelle le sens de la réalité se perdait finalement un peu.

Mais quand les passions se traduisent dans le langage de la raison, la conclusion dans ce même activisme ne laisse pas l'ombre d'un doute, concernant le bilan plus que positif de tout ce qui a été fait. Et ici entrent en scène les opportunistes de tout bord, un impôt inévitable que les organisations révolutionnaires qui s'exposent doivent payer. Pour nos détracteurs les 40 000 voix obtenues (reconnues) hors d'Euskal Herria sont « ridicules ».

Nous retournons donc à ce que nous avons signalé précédemment. Une candidature qui dit aujourd'hui en Castille, Andalousie, Murcie, Estrémadure, Ceuta et Melilla, saturés d'espagnolisme de fond en comble, que les Basques ont droit à l'indépendance s'ils en décident ainsi, une telle candidature peut-elle obtenir deux cent, trois cent mille voix hors d'Euskadi ? Une candidature qui offre ses espaces et ses meetings aux dirigeants abertzales diabolisés, peut-elle obtenir aujourd'hui cent cinquante mille, deux cent mille voix hors d'Euskadi ? II-SP pouvait-elle obtenir deux cent mille voix hors d'Euskadi

en disant - dans un pays où la xénophobie et le racisme continuent à croître - que les immigrants et les natifs, nous sommes la même classe ouvrière, que nous voulons des papiers pour tous, la fermeture des centres fermés et la dérogation de la Loi sur les étrangers ?

Quand nous entendions nos candidats parler de la souveraineté des peuples, dire que ce sont les capitalistes qui doivent payer la crise, dire non aux ERE, dire que natifs ou étrangers, nous sommes la même classe ouvrière, etc., nous sentions une fierté parce qu'ils disaient ce qu'il fallait dire, nous sentions que beaucoup de travailleurs et de jeunes basques verraient en II-SP leur candidature et nous sentions comment des milliers de travailleurs immigrants voteraient pour nous... s'ils pouvaient voter ! Mais nous sentions avec la même force que chaque affirmation de ce programme nous enlevait des milliers de voix de travailleurs et de jeunes dans l'« Espagne profonde » et dans des secteurs des nationalités eux-mêmes, parce qu'aujourd'hui encore, leur conscience n'est autre que la conscience de la classe dominante.

L'annonce d'Otegi qu'il soutenait II-SP, combien de voix a-t-elle donné à la candidature en Euskal Herria ? Et combien de voix cette même annonce a-t-elle retiré hors d'Euskadi ? La différence radicale entre les opportunistes et les révolutionnaires est que ces derniers disent avec patience, avec toute la pédagogie du monde, ce qu'il faut dire, ce qui en ce moment correspond à une politique de classe et démocratique, que cela apporte ou enlève des voix.

Par conséquent, ceux qui sont peu enclin à baser leur politique sur des principes solides, finissent par naviguer comme un bouchon de liège, à la dérive. Et où ils mettaient en question hier la présentation elle-même de la candidature, comme *crétins antiparlementaires*, ils mettent en question aujourd'hui le résultat électoral parce que, comme tous les opportunistes, pour eux, la politique commence et termine dans le nombre de voix et de députés qu'ils obtiennent.

HERRIEN
elkartasuna

la solidaritat
ENTRE ELS POBLES

Gaza et les élections confirment la nature raciste et génocidaire d'Israël

José Welmowicki
Editeur de Marxisme Vivant

Il est de plus en plus difficile de nier le véritable caractère de l'Etat d'Israël. Après le massacre de la Bande de Gaza en décembre, et les élections récentes qui ont donné la victoire aux forces de droite, il ne reste plus beaucoup de doute qu'il s'agit bien d'un Etat au service de l'impérialisme au Moyen-Orient, construit et affirmé sur la force des armes et de l'apartheid. Ceux qui défendent un caractère démocratique d'Israël, voir un caractère « socialiste », ceux qui utilisent des termes comme « maison » et « terre sainte » pour se référer à cet Etat, doivent expliquer les actes commis par les gouvernements israéliens successifs.



Le monde a terminé l'année 2008 avec les images à la télévision d'enfants mutilés, de rues couvertes de sang, de familles détruites, de maisons et de bâtiments transformés en ruines dans Gaza. En décembre, pendant 22 jours, l'armée sioniste a envoyé ses avions pour lancer des bombes de haut pouvoir destructeur et a lancé des missiles d'artillerie, outre l'emploi d'armes interdites par les conventions de Genève, comme les bombes au phosphore blanc, pour en finir avec la Bande de Gaza. 1285 habitants ont été assassinés, dont 111 femmes et 280 enfants.

Ils ont assassiné des personnes qui se promenaient dans la rue et ils ont utilisé des civils comme bouclier humain pour leurs troupes. Ils ont bombardé des ambulances, des écoles, des hôpitaux, des mosquées et des bâtiments de l'ONU. Ce n'était pas des images inconnues. Nous perdons déjà le compte de combien de fois nous avons vu ce film, où les protagonistes sont les soldats israéliens et les victimes la population palestinienne, presque toujours désarmée et sans défense.

L'intention du gouvernement sioniste de l'époque, d'Olmert-Livni-Barak, était de mettre en échec la résistance palestinienne. Mais ils n'y sont pas parvenus. Ce qu'a obtenu ce nouveau massacre, maintenant à Gaza, c'est de laisser le monde indigné et terrorisé face à la brutalité sauvage si grande, de sang froid, avec laquelle Israël commet ses crimes. La barbarie israélienne n'a pas été suffisante pour mettre en échec le peuple palestinien, qui combat pour sa terre.

Ils se trompent, ceux qui pensent que ce génocide a été le fruit d'une conjoncture défavorable de peur face au terrorisme, de la part d'un gouvernement particulier, plus à droite, comme le Kadima, qui aurait utilisé « le danger des missiles de Gaza » pour calomnier les Palestiniens ; et qu'en percevant la véritable réalité, l'Israélien moyen allait réagir et voter pour des secteurs plus disposés à la négociation. La vérité est qu'il y avait une pression « populaire » pour aller plus à fond dans l'élimination du « danger » représenté par Gaza, au point que l'invasion a eu un vaste appui populaire en Israël, et le manque de réaction contre les massacres et la haine croissante contre les Palestiniens se sont reflétés dans les élections et ont mis en évidence qu'il existe un accord général entre les juifs israéliens, à l'exception d'un petit nombre d'individus ou de groupes, pour se dé-

barrasser des Palestiniens, en les expulsant ou en les éliminant. La situation interne est tellement contraire à toute coexistence pacifique avec ses voisins et avec les Palestiniens, que celui qui se manifeste contre le nettoyage ethnique est menacé de punition, ce qui fait que certains d'entre eux aient préféré vivre dans un auto-exil, comme le professeur Ilan Pappé, auteur du livre *Le nettoyage ethnique de la Palestine*.¹

Les élections comme expression de ce sentiment

Cela s'est manifesté dans les élections récentes. Elles ont représenté un coup dur contre l'idéologie « des deux Etats »². Au lieu de montrer une certaine force modérée qui pourrait sauver les propositions de « paix » et des deux Etats, le résultat des urnes a affiché la dimension de l'adhésion de la population israélienne au racisme et au dédain contre les Palestiniens.

Les gagnants des élections sont une variante de courants d'extrême droite, dont certaines ouvertement fascistes et racistes. Il en est ainsi, au point qu'Uri Avneri, vétéran pacifiste israélien qui défend la thèse des deux Etats et croit dans la solution pacifique dans le cadre du sionisme, se demande s'il n'est pas l'heure de faire face à la réalité d'une irruption du fascisme en Israël : « *L'Etat d'Israël s'approche-t-il d'une crise existentielle, morale, politique, économique qui le transformerait en une nation en danger ? Est-il possible que Lieberman, ou quelqu'un qui prenne sa place, s'avère être une personnalité démoniaque comme Hitler ou Mussolini ? Dans notre situation actuelle, il y a quelques indices dangereux. La dernière guerre a montré une décadence plus avancée de nos références morales. La haine contre la minorité arabe d'Israël augmente, ainsi que la haine contre le peuple palestinien occupé, qui subit une lente asphyxie* ». ³ Même si à la fin de l'article, Avneri essaye de conclure avec opti-

¹ Pappé a reçu des menaces de mort qui l'ont obligé à renoncer au poste de professeur de science politique à l'Université de Haïfa et à quitter le pays.

² La création d'un Etat palestinien à côté de l'Etat de l'Israël, et une paix basée une réforme interne en Israël, faisant ce dernier plus favorable à la coexistence avec les Palestiniens.

³ Rebelión, avril 2009

misme, le fait qu'il se pose la question est la plus meilleure démonstration de la situation en Israël.

L'actuelle composition du gouvernement israélien montre que la préoccupation d'Avneri est fondée. Voici un tableau, extrait du journal israélien Haaretz (17/2/09):

| Partis | Votes (%) | Sièges |
|--------------------------|-----------|--------|
| Kadima | 23 | 28 |
| Likoud | 21 | 27 |
| Israël Beitenu | 13 | 15 |
| Travailleurs | 10 | 13 |
| Shas | 9 | 11 |
| Judaïsme Uni de la Torah | 4 | 5 |
| Union Nationale | 3 | 4 |
| Meretz | 3 | 3 |
| Maison Juive | 3 | 3 |
| Hadash | 3 | 4 |
| Liste arabe | 4 | 4 |
| Balad | 3 | 3 |

La coalition gouvernementale est formée par le Likoud (déjà mentionné, 15 ministères), Israël Beitenu (5) et les Travailleurs (5), avec le soutien de Shas (parti religieux d'extrême droite, que détient le Ministère de l'Intérieur), de Judaïsme Uni de la Torah et de Maison Juive (racistes encore plus fanatiques que le Likoud). Ces partis ont en commun leur base dans les colons qui vivent dans les territoires de la Cisjordanie, et défendent le fait que l'expansion des implantations juives dans cette région continue et que Jérusalem soit entièrement juive.

En dernier ressort, la signification de cette élection est que les idées de Zev Jabotinsky, le fondateur du « sionisme révisionniste », sont totalement à la mode. Défenseur déclaré du fascisme des années 20 et 30, Jabotinsky défendait la nécessité d'exercer une stratégie de terreur - moyennant un « mur de fer » - pour imposer aux Palestiniens la colonisation : *« On ne peut même pas s'imaginer une réconciliation volontaire entre nous et les Arabes, ni maintenant ni*

dans un futur prévisible. Toutes les personnes bien-intentionnées, sauf les aveugles de naissance, ont compris, il y a longtemps, l'impossibilité complète d'arriver à un accord volontaire avec les Arabes de la Palestine pour transformer la Palestine d'un pays arabe dans un pays de majorité juive (...) Par conséquent, la colonisation ne peut se développer que sous un bouclier qui inclut un mur de fer totalement étanche pour la population locale. C'est cela notre politique arabe ; toute autre manière de la formuler serait une hypocrisie. »⁴ Lors de ces dernières élections, l'électorat a choisi un nouveau parlement dont les membres sont, dans leur vaste majorité, des fascistes comme le Likoud, dont le dirigeant, Aryeh Eldad, a proposé que la Jordanie soit « transformée » en un Etat palestinien et accorde la citoyenneté jordanienne aux Palestiniens de la Cisjordanie. La proposition imposerait la souveraineté israélienne « sur toute la Palestine du Mandat », depuis le Jourdain jusqu'à la Méditerranée, et préparerait le terrain légal et psychologique pour la déportation finale d'environ 5 100 000 Palestiniens de leur terre ancestrale. C'est cela précisément la proposition examinée dans les congrès sionistes avant 1948 (Voir encadré).

En faisant la somme des différents secteurs de la coalition, 80% des élus représentent la continuité de la proposition de Jabotinsky. Le Premier ministre Netanyahu est un héritier direct de Jabotinsky et des terroristes de l'Irgun et de la bande Stern, responsables directs pour le massacre de Deir Yassin en 1948, qui ont formé le parti Herut qui s'est ensuite transformé en Likoud. Begin et Shamir ont tous les deux été des Premiers Ministres pour le Likoud. Netanyahu défend l'expansion des colonies juives en Cisjordanie et autour de Jérusalem, entamée par les gouvernements Sharon et Olmert, pour diviser encore une fois les territoires palestiniens et les isoler les uns des autres.

Dans l'important Ministère des Relations Extérieures, il y a le parti Israël Beitenu (Israël Notre Maison), dirigé par Avigdor Lieberman, qui a eu 15 % des voix et est parvenu à proposer de jouer avec des bombes nucléaires à Gaza. Il propose aujourd'hui le transfert forcé des Arabes israéliens et des Palestiniens qui vivent dans le territoire

⁴ Cité par Brenner, *The iron wall*, 1984

occupé en 1948, ainsi que la perte de tout droit pour ceux qui ne reconnaissent pas « le caractère juif d'Israël ». Le Beitenu se dit être « un parti national avec l'objectif de suivre le glorieux chemin de Zev Jabotinsky ».

A l'attention des dirigeants occidentaux, ce virage à droite serait compensé par l'entrée des laboristes dans le gouvernement. Ceux-ci, toujours considérés comme « de gauche » ou « de centre-gauche », sont ceux qui ont commandé récemment le massacre de Gaza par l'intermédiaire d'Ehud Barak, qui rempile comme Ministre de la défense.

Plusieurs parlementaires du parti Travailleiste dans le gouvernement dirigé par le Likoud ont voté pour envoyer au Parlement la proposition déjà citée d'Eldad, pour en discuter par la suite. Le sionisme « de gauche », après avoir servi à déguiser la nature de l'Etat d'Israël qu'il a dirigé durant ses 40 premières années, est actuellement, 60 ans après sa création, une fraude tellement insolente qu'il ne dispose plus d'espace pour postuler aux yeux du monde comme alternative « pacifiste » de négociation. Sa défaite pathétique, avec même la perte de la troisième place en faveur du Beitenu, démontre que pour l'électorat israélien, s'il est nécessaire de défendre le caractère raciste de l'Etat, il vaut mieux choisir celui qui parle clairement et veut avancer encore plus à fond dans le nettoyage ethnique.

Bien qu'il ait été le parti qui a obtenu le plus de voix, Kadima n'a pas pu former le gouvernement, ne disposant pas d'une coalition suffisante. Ce parti a été créé par Sharon, le bourreau de Sabra et Chatila, et Ehud Olmert. Sharon a aussi été membre du Likoud et défenseur des idées de Jabotinsky, de Begin et de Shamir, en plus d'être le responsable direct pour l'unité 101 de l'armée, qui a pratiqué le massacre de Kybia en 1953. Le gouvernement du Kadima, avec Olmert et Tzipi Livni à la direction, a été le responsable du blocus génocidaire de Gaza et du massacre récent.

Les partis de base juive qui seraient plus « démocratiques », considérés par la presse occidentale comme de centre-gauche (Meretz, par exemple) et qui ont un discours qui parle de paix, n'ont pratiquement pas d'électeurs. Les seuls partis qui mettent en question jusqu'à un certain point le statut raciste, ont leur base parmi les Arabes israéliens, environ 20 % de la population. Il s'agit de Hadash,

Bêlez et Liste Arabe Unie, dont le vote est concentré dans les électeurs arabes. Dans cette élection, ces partis n'ont été autorisés à participer qu'à la dernière heure, suite à un verdict de la Cour Suprême. C'est pourquoi presque la moitié des électeurs arabes israéliens n'ont pas voté. Actuellement, pour démontrer le caractère de la « démocratie israélienne », ils sont menacés en raison de la nouvelle loi, qui exige l'acceptation de l'Etat d'Israël comme celui d'une race, et l'interdiction de commémorer la Nakba (« catastrophe », terme utilisé pour l'exode palestinien).

Une crise qui s'accroît

Netanyahu introduit un changement par rapport au gouvernement d'Olmert - Livni : un discours direct contre tout type d'Etat ou d'Autorité palestinienne, différent de ce que voudraient bien les Etats-Unis et l'Union européenne. Il affirme qu'il ne faut même pas songer à un organisme palestinien qui porte le nom d'« Etat ». Tout au plus seraient acceptables des « secteurs économiques » sans continuité et étranglés par l'expansion des implantations de colons, du Mur de la Honte et des routes réservées aux juifs, construites en Cisjordanie. Cela continue avec la politique de blocus de la Bande de Gaza, qui doit être condamnée à l'encerclement jusqu'à ce qu'elle se rende ou que ses habitants quittent le territoire. Netanyahu essaye de dévier le problème et sortir de l'isolement, en orientant ses batteries vers l'Iran et le danger que représenterait la politique nucléaire de ce pays, comme le faisaient déjà Olmert et Livni.

Contrairement aux apparences, cette attitude n'est pas celle d'un pays en train de se renforcer. Israël est en train d'être mis en échec militairement et politiquement. Il essaye de s'opposer à une éventuelle négociation avec l'Iran et pense qu'Obama pourrait donner davantage de poids à la négociation et menacer son hégémonie militaire absolue. La préoccupation d'Obama et des gouvernements impérialistes de l'Europe, est qu'une telle position est mortelle pour Israël lui-même, que les peuples arabes sont de plus en plus contre lui, au point que sa situation deviendrait impossible à soutenir.

C'est pourquoi Obama a identifié ce problème comme un des plus graves pour le nouveau gouvernement des Etats-Unis. Finalement, lui, Obama, doit gouverner les Etats-Unis après une défaite de la po-

litique mondiale de « guerre contre le terrorisme », symbolisée par la débâcle de Bush face à la résistance des peuples et à l'augmentation du rejet de l'impérialisme américain. C'est pourquoi il doit faire appel davantage à la rhétorique des plans de paix, de la solidarité, et parler d'un nouveau « dialogue » entre les peuples, surtout au Moyen-Orient. Il en résulte qu'il se heurte contre le gouvernement israélien, dirigé par des forces qui n'ont pas la même préoccupation tactique que les travaillistes qui l'ont précédé. Ceux-ci faisaient tout un show pour apparaître comme des « colombes » tandis qu'ils massacraient les Palestiniens, développaient les implantations de colons, torturaient les combattants palestiniens dans les prisons et les y laissaient pourrir. Obama veut convaincre Netanyahu que, face à l'isolement d'Israël, il serait mieux de retourner à la pratique traditionnelle de ces gouvernements travaillistes des années 90 ou encore à celle du Kadima : parler de processus de paix, de l'Etat palestinien, tandis qu'ils continuent à pratiquer le vol des terres palestiniennes et le nettoyage ethnique. Le discours de Netanyahu, qui accepte un Etat palestinien, pourvu qu'il n'y ait aucune institution propre et qu'il renonce à Jérusalem et au droit de retour des réfugiés, pousse même les collabos comme Abbas à dire du bout des lèvres qu'une telle proposition est impossible à défendre.

Obama soutient Israël, avec un semblant plus négociateur

Quelle est la logique de ce changement tactique? La politique pour le Moyen-Orient doit être modifiée pour garantir la suprématie impérialiste. Il s'agit de chercher ce que l'invasion militaire ne pouvait pas obtenir, par l'intermédiaire de la négociation, des chantages, des éloges et des menaces.

Le discours d'Obama à l'Université du Caire en juin a été l'expression de ce nouveau visage de l'impérialisme. Il a été préparé avec beaucoup d'habileté pour créer des espoirs dans la population arabe et musulmane, profitant de la nouvelle image du président fraîchement installé. Toutefois, la limite pour ce changement est donnée par le lien entre les Etats-Unis et Israël, un lien qui tout au plus permet de proposer la reprise de la politique des deux Etats qui a mené

aux accords d'Oslo. C'est la politique qui a mené Arafat à trahir la cause palestinienne et à créer du côté palestinien un semblant de gouvernement, complètement servile à Washington et au sionisme, dont son successeur, Mahmoud Abbas, est l'expression la plus honteuse.

Comme le dit Ali Abunimah, d'Electronic Intifada, faisant référence au discours d'Obama au Caire : c'est « comme Bush, avec une peau d'agneau ». Sans abandonner aucun des paris stratégiques de l'impérialisme, Obama a besoin de montrer une face conviviale, en profitant de son origine ethnique et des relations familiales qu'il a eues avec la culture musulmane. C'est pourquoi il a fait pression sur ses camarades sionistes pour que les travaillistes, dirigés par Barak, entrent dans le gouvernement avec les fascistes du Likoud pour lui donner une apparence plus « humaine ». L'invitation de Netanyahu, avec la liste d'acceptation des travaillistes, a été parrainée par le nouveau gouvernement des Etats-Unis, soucieux de que les assassins sionistes présentent au monde une face plus agréable, afin de mieux faire passer la proposition d'imposer aux Arabes la reconnaissance d'Israël.

Hillary Clinton, en visite en Israël, a réaffirmé le « compromis loyal » des Etats-Unis avec la sécurité d'Israël, et Obama, dans son discours au Caire, s'adressant aux musulmans, a souligné le compromis de loyauté envers les sionistes. Le nouveau gouvernement américain continue à soutenir à tout prix le régime nazi de l'apartheid qui possède des centaines d'ogives nucléaires et une des armées les plus fortes du monde, avec l'excuse que la sécurité de sa population civile est menacée par les fusées bricolées à Gaza. Obama a conseillé aux Palestiniens d'agir pacifiquement, après avoir comparé leur condition à ceux des esclaves noirs. Et par la suite, il s'est attaché à condamner les attentats palestiniens contre les transports et à pleurer pour les enfants israéliens blessés. Pas un mot sur le massacre des Palestiniens par Israël à Gaza. Il a dit qu'il va travailler avec tout gouvernement choisi par le peuple d'Israël, c'est-à-dire, encore avec ces nazis déclarés qui proposent et votent des lois racistes et jusqu'à l'expulsion des Palestiniens. Mais il impose comme conditions pour converser avec le gouvernement élu par les Palestiniens, dirigé par le Hamas, la « reconnaissance d'Israël ».

Voilà le noyau dur de la politique d'Obama pour la Palestine : il conseille que le peuple palestinien renonce à la résistance armée, qu'il reconnaisse Israël, qu'il se résigne à coexister avec l'Etat raciste, ce qui signifie qu'il abandonne la lutte pour son droit à l'autodétermination, comme l'ont fait le Fatah et ceux qui soutiennent l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP) d'Abbas. Et cette politique peut avoir un impact : selon le journal *The Independent*, le Premier Ministre et le dirigeant du Hamas de Gaza, Ismail Haniyeh, a déclaré après son entretien avec l'ex-président Jimmy Carter, qu'il accepterait un Etat palestinien basé sur ses frontières de 1976 et que le mouvement avait « écouté avec attention » le discours d'Obama au Caire qui reconnaissait que le Hamas avait un soutien parmi les Palestiniens mais qu'il avait aussi des responsabilités. « Nous trouvons une nouvelle langue, un nouveau langage, un nouvel esprit », a déclaré Haniyeh.

Le discours d'Obama maintient la stratégie de défendre Israël et son « droit à la sécurité », ce qui signifie coloniser et massacrer les Palestiniens. Et il se limite à donner des conseils à leurs gouvernements respectifs. Mais nous devons juger un gouvernement par ses actes, plus que par ses mots. Le gouvernement d'Obama a déjà montré où il en est venu, en plaçant dans son budget pour 2010 la somme de 2 775 milliards de dollars d'aide militaire pour Israël, qui seront transformés en missiles, en avions ultramodernes et en abondantes munitions, pour continuer la pratique de la terreur d'Etat contre les Palestiniens.

Depuis ses origines, le sionisme a signifié la terreur contre les Palestiniens

Quand les soldats sionistes sont apparus à la télévision en utilisant des T-shirts avec des inscriptions qui appelaient ouvertement à tuer des femmes enceintes palestiniennes comme façon d'éliminer deux « possibles terroristes » d'un seul coup, la barbarie nazie régnant en Israël est restée fixée aux yeux du monde et a fait croître la campagne de boycott contre Israël. Le processus de perte de l'image de « la seule démocratie du Moyen-Orient » de l'Etat sioniste arrivait déjà

depuis les années 70 et 80. Jusqu'à présent, un point d'inflexion et symbole de cette perte d'image avait été le massacre de Sabra et Chatila au Liban, en 1982, quand les milices chrétiennes fascistes au service d'Israël ont assassiné les Palestiniens, sous le commandement du Ministre de la Défense, Ariel Sharon.

Le massacre de Gaza a consolidé cette usure et a donné lieu à un bond en avant : dans les manifestations partout dans le monde, les drapeaux dans lesquels l'étoile de David était remplacée par la croix gammée nazie étaient souvent présents, exprimant clairement l'héritage politique réel de l'Etat d'Israël. De la même façon, des affiches et des discours comparaient Gaza et le Ghetto de Varsovie, et dénonçaient comment l'offensive sioniste faisait des habitants de Gaza les victimes d'un nouvel holocauste, plus prolongé.

L'augmentation de la campagne pour le boycott contre Israël (BDS : Boycott, Désinvestissement, Sanction) est une expression claire de ce bond en avant. Un exemple de ce rejet a été la protestation contre le tournoi de tennis d'Israël en Suède pour la coupe Davis, immédiatement après Gaza. Plus de 7000 manifestants ont marché de la place principale de la ville de Malmö jusqu'au terrain où se jouait la partie de tennis de la coupe Davis entre la Suède et Israël. Des boycotts de dockers en Australie et en Afrique du Sud ont fait sentir la force de l'action ouvrière dans la meilleure tradition des boycotts contre les régimes de l'apartheid sud-africain.

Les recherches historiques et les biographies publiées montrent que déjà en 1948, la décision d'expulser les Palestiniens et de procéder à un nettoyage ethnique, la Nakba (exode), pour créer Israël, a été prise par le premier gouvernement travailliste de Ben Gourion. Il y avait à ce moment-là un grand accord, et une différence tactique avec une partie des courants plus fascistes, à l'origine des actuels Likoud et Kadima.

Toute la région entre la Méditerranée et le Jourdain, d'où ils projetaient d'expulser les Arabes, devait être usurpée pour un Etat exclusivement juif, baptisé Eretz Israël (terre d'Israël). La différence était que le Poale Zion, le parti de Ben Gourion à l'époque, ensuite Mapai, acceptait le partage de l'ONU, avec l'argument qu'une fois installés, ils feraient de la vie des Palestiniens un enfer et que ceux-ci seraient obligés de s'en aller, tandis que les prédécesseurs du Li-

koud, des paramilitaires de l'Irgun et Lehi, rejetaient le partage et voulaient prendre tout le territoire du Mandat de la Palestine pour l'Etat juif, depuis la fondation de ce dernier.

Mais concernant l'objectif final et les méthodes nécessaires, il y avait un accord, au point que les massacres contre les Palestiniens ont marqué la fondation d'Israël, tant par l'action de l'Irgun et de Lehi, Deir Yassin, que par l'action du Haganah, l'organisation militaire sioniste qui a donné naissance à l'armée israélienne, à Al Dawayema en 1948 et plus tard à Kybia, en 1953, entre autres. Ben Gourion disait en 1936 : « *Le grand accord n'est pas en discussion. Il n'y a que le désespoir total des Arabes qui peut faire que ceux-ci acceptent la création d'une Eretz Israël juive* ». ⁵

Cette même logique, d'imposer l'expulsion des Palestiniens par la terreur, persiste et est essentielle pour l'existence d'Israël elle-même. La raison d'être de cet Etat est le nettoyage ethnique et l'expansionnisme. C'est pourquoi, les implantations vont bon train dans la région occupée en 1967 par les troupes sionistes, tout comme l'extension de l'interdiction pour les Palestiniens de construire des maisons dans des régions entières de Jérusalem, l'avancée dans le renforcement du caractère « juif » de la ville et les propositions de transfert forcé de la population arabe, tant des territoires de 1948 comme de ceux occupés après 1967. Les dernières élections sont une expression pertinente de cette politique.

La journaliste Amira Hass, une des voix isolées qui défendent un traitement humain des Palestiniens, indignée par cette réalité, a écrit un article dans le journal israélien Haaretz visant les secteurs les plus cultivés que la population israélienne : « *qu'est-ce qui vous arrive, vous, les chercheurs du nazisme, de l'holocauste et des goulags ? Pouvez-vous être en faveur des lois de discrimination systématique ? Des lois qui stipulent clairement que les Arabes de Galilée ne seront même pas dédommagés pour les dommages de guerre avec les mêmes quantités que celles auxquelles leurs voisins juifs auront droit ? Est-il possible que vous soyez en faveur d'une loi qui interdit à un Arabe israélien de vivre avec sa famille dans sa propre maison ? que vous soyez d'accord avec davantage d'expropriations*

⁵ Cité dans Avi Shlaim, *The Iron Wall, Israël and the Arab world*, p.18-19

de terres et avec la démolition de davantage de potagers pour l'installation de nouvelles implantations de colons et pour encore une route d'usage exclusive pour juifs? que vous tous, vous approuvez les bombardements et les lancements de missiles qui tuent des vieux et des enfants dans la Bande de Gaza ? [...] Comme juifs, nous jouissons tous des privilèges qu'Israël nous offre, ce qui nous transforme tous en collaborateurs. »⁶

Il n'y a qu'une seule issue pour que règne la paix : la fin d'une telle anomalie, d'un Etat dans lequel le génocide d'un autre peuple qui habitait là est considéré comme valable. Il n'y a pas moyen de sortir de la succession macabre de guerres et de massacres, si ce n'est par la destruction d'Israël. Et pour arriver à cette issue, la résistance palestinienne et des masses arabes est nécessaire. Il n'a pas moyen de faire des réformes ni de construire « deux Etats » comme veulent les collabos de l'ANP et la plus grande partie de la gauche mondiale. La réalité démontre chaque jour qu'une telle solution est non-viable et signifie l'agonie palestinienne prolongée.



Sur le mur de séparation : « Arrêtez de confisquer la terre »

⁶ Rebelión, 25/5/2009.

Perspectives de la révolution, trente ans après

Bernardo Cerdeira
Editeur de la revue *Le Marxisme Vivant*

Le dossier sur l'Amérique Centrale que nous présentons dans les pages suivantes obéit à une double motivation, une motivation historique et une autre complètement actuelle. Deux dates, séparées dans le temps par trois décennies, symbolisent le processus historique et marquent les contradictions et les tendances de la situation politique actuelle d'Amérique Centrale.



Victor Tirado, Humberto Ortega, et Daniel Ortega.

Le 19 juillet, on commémore les 30 ans de la Révolution nicaraguayenne qui a renversé le dictateur Anastasio Somoza. Les fêtes officielles seront présidées par beaucoup de commandants du Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), en particulier par Daniel

Ortega, actuel président du pays et principal dirigeant de cette organisation qui est revenue au gouvernement lors des dernières élections nationales.

D'autre part, le 1er juin, Maurice Funes a été investi comme président du Salvador, élu par le parti du Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FMLN). Avec lui arrive apparemment au gouvernement l'organisation qui a promu et dirigé les forces de guérilla qui ont combattu pendant 12 ans (1980-1992) dans la guerre civile, une guerre qui a coûté la vie à environ 70 mille personnes dans ce petit pays de moins de six millions d'habitants. Nous disons apparemment, parce qu'en réalité, aujourd'hui, le FMLN est une caricature de l'organisation de guérilla de l'époque.

L'élection de Funes met en évidence, de manière déformée, un changement profond qui a eu lieu dans tous les pays de la région. Avec retard, après des années de gouvernements néo-libéraux, l'Amérique Centrale rejoint la dynamique de l'ensemble de l'Amérique latine : le mécontentement des masses, qui a donné lieu à d'innombrables luttes, se manifeste finalement dans l'élection de gouvernements populistes « de gauche » qui adoptent éventuellement un discours nationaliste.

Outre les deux gouvernements mentionnés ci-dessus, celui de Manuel Zelaya au Honduras a résolu aussi d'adhérer à l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA), dont font partie le Venezuela, Cuba, la Bolivie, la République dominicaine, l'Equateur et le Nicaragua.

Bien que séparés dans le temps par trois décennies, les événements actuels sont intimement liés aux processus révolutionnaires du passé et à leurs contradictions et impasses. Fondamentalement, cela nous intéresse de comprendre les tendances dynamiques de la réalité actuelle, qui ne peuvent s'expliquer que par rapport à ces événements révolutionnaires grandioses. C'est le sens de ce dossier qui a pour but d'aider les nouvelles générations de révolutionnaires latino-américains, et principalement d'Amérique Centrale, à mieux comprendre la nouvelle réalité dont ces gouvernements sont un élément central.

Il y a 30 ans :

un des centres de la révolution mondiale

L'Amérique Centrale, cette région constituée de six petits pays (Salvador, Nicaragua, Guatemala, Honduras, Costa Rica et Panama) était un des centres de la révolution mondiale à la fin des années 70 et pendant toute la décennie des 80. La situation révolutionnaire s'est ouverte avec le renversement de la dictature de Somoza par une immense insurrection de masses dirigée par le Front Sandiniste en 1979. Mais la Révolution nicaraguayenne a été le résultat, plus que d'une guerre de guérillas, d'une grande action insurrectionnelle des masses urbaines contre la dictature de Somoza. C'est ce que disent les commandants eux-mêmes du FSLN. Le commandant sandiniste Luis Carrión a souligné que « *l'élément prédominant de notre guerre a été l'insurrection* ». Le commandant Joaquín Cuadra a rapporté : « *Des petites insurrections spontanées explosaient, qui manifestaient une grande combativité et une fermeté extraordinaire des masses, alors que les structures politiques et militaires d'avant-garde éprouvaient un retard notoire.* » Le commandant Javier Carrión a synthétisé : « *La guerre a été pratiquement gagnée par la participation du peuple ; sans cela, nous n'aurions pas fait grand chose.* » Et le commandant Ortega lui-même a dit : « *Le poids fondamental de la lutte armée a été supporté par notre peuple. Nous pourrions dire que les masses ont été en insurrection de façon permanente. L'insurrection populaire au Nicaragua... a été un phénomène engendré par tout le peuple et fondamentalement par nos travailleurs de la campagne et de la ville les plus humbles, les plus exploités et opprimés... Ce sont nos masses qui ont dit à son avant-garde, le Front Sandiniste : "Voilà la forme de lutte !". Nous, l'avant-garde, nous n'avons fait autre chose que nous mettre à la tête de cette volonté, de cette décision, de cette activité populaire.* »⁷

La victoire du FSLN a donné un élan énorme aux luttes ouvrières et populaires dans tous les pays de la région et a stimulé d'autres mouvements de guérilla. Le soulèvement de masses le plus important, après celui de Nicaragua, a été celui du Salvador. Quelques

⁷ Leonel Giraldo, *Centroamérica entre dos fuegos*. Bogotá: Editorial Norma, 1981, pp. 33-35, cité par Nahuel Moreno dans *Thèse sur la tactique de guérilla*, 1986

mois après la victoire de la Révolution Sandiniste, dans la même année 1979, ce pays a vécu un processus de luttes ouvrières urbaines qui a renversé le dictateur, le général Romero.

Toutefois, ce mouvement extraordinaire a été trahi par le Parti Communiste, qui est entré dans le gouvernement bourgeois du colonel Majano et a démobilisé les masses, permettant à la contre-révolution de se réarmer et de déclencher un véritable génocide de l'avant-garde révolutionnaire du pays.

La défaite amère, suite à cette trahison, a obligé les organisations de gauche à une action de défense dont le principal mouvement a été celui de se déplacer des villes à la campagne, en organisant la guérilla rurale, tandis que dans les villes, elles devaient agir dans la clandestinité.

Dans un essai bref, mais original et stimulant, intitulé *L'Amérique Centrale : six pays, une nationalité, une révolution*, que nous reproduisons dans ce numéro de *Marxisme Vivant*, le marxiste argentin Nahuel Moreno fait le point sur l'unité profonde des processus de lutte de classes dans toute la région, résultat de la formation historique et sociale, et de la relation particulière avec l'impérialisme des pays qui la constituent : « *Le triomphe de la révolution nicaraguayenne contre Somoza a ouvert une étape révolutionnaire dans toute l'Amérique Centrale, ce qui constitue une caractérisation plus correcte que celle de se limiter à voir les répercussions de la victoire contre Somoza dans la lutte révolutionnaire qui a cours au Salvador. Nous pourrions être encore plus précis, en indiquant qu'avant la chute de Somoza la situation était pré-révolutionnaire, même si son avant-garde, le Nicaragua, vivait déjà une situation révolutionnaire, de guerre civile. La victoire des masses nicaraguayennes contre la dictature a fait que toute la situation d'Amérique Centrale change.*

Comme dans toute situation semblable, il y a des secteurs d'avant-garde et il y a aussi des secteurs - dans ce cas, des pays - dans l'arrière-garde, mais l'ensemble des nations d'Amérique Centrale prend part au tourbillon révolutionnaire. C'est ce qui explique l'importance démesurée que l'impérialisme yankee accorde au Salvador, ainsi que le silence complice de la presse impérialiste sur le Guatemala. Toute analyse qui prend comme point de départ la caracté-

sation de l'un ou l'autre de ces pays est, pour cela même, erronée et équivaut à tomber dans le piège tendu par l'impérialisme et par la politique contre-révolutionnaire du stalinisme et du castrisme.

La confrontation à cette politique contre-révolutionnaire doit donc commencer par affirmer la caractérisation qu'en Amérique Centrale, il y a un seul processus objectif et d'ensemble, celui d'une révolution ouvrière, contre l'impérialisme yankee, et qui tend à l'unification de tout l'isthme dans un seul Etat. »⁸

Moreno a aussi indiqué, avec une clarté totale, le caractère de classe, ouvrière et socialiste, de la révolution d'Amérique Centrale, bien que celle-ci ait, dans un premier temps, un axe anti-dictatorial et anti-impérialiste. De la même manière il a expliqué que, malgré ses inégalités naturelles, la lutte de classes tendait à combiner les processus de chaque pays dans un ensemble régional contre l'impérialisme. En ses mots :

« La révolution en cours en Amérique Centrale, qui par ses objectifs immédiats dans certains pays apparaît comme démocratique - renverser des dictatures sanguinaires - est, quant à sa dynamique de classe et à ses objectifs généraux, une révolution ouvrière, socialiste. Dans chacun des pays, les travailleurs font face à des gouvernements bourgeois et des agents directs de l'impérialisme yankee, ce pourquoi la lutte devient une lutte contre l'expression politique et économique de l'exploitation capitaliste et impérialiste. D'autre part, comme lutte d'ensemble des masses d'Amérique Centrale qui tendent à l'unification des Etats, elle fait face directement à l'impérialisme yankee, qui soutient la division de la région en six Etats nationaux différents et en obtient les bénéfices maximaux. »⁹

Réaction impérialiste et trahison des directions de la guérilla

Moreno soulignait toutefois aussi que ces caractéristiques d'unité régionale du processus de la lutte de classes en Amérique Centrale valent non seulement pour le développement de la révolution, mais aussi pour son recul. Cela a été une de ses plus importantes prévi-

⁸ Nahuel Moreno, *L'Amérique Centrale : six pays, une nationalité, une révolution*, 1981

⁹ Ibidem

sions, qui aident à expliquer la défaite de la révolution d'Amérique Centrale par la politique de réaction démocratique de l'impérialisme, combinée avec la trahison des directions de guérilla, ainsi qu'avec la période réactionnaire qui s'est ouverte durant les années suivantes. En Amérique Centrale s'applique encore plus intensément, par ses caractéristiques régionales, la dynamique internationale de la révolution socialiste :

« En Amérique Centrale, il ne peut y avoir un triomphe révolutionnaire durable s'il reste isolé dans quelques uns des pays. Ceci est dû à un ensemble de raisons dérivées de l'unité géographique, économique et même politique de l'Amérique Centrale. Une révolution ouvrière triomphante constituerait une cible facile pour les armées des autres pays de la région liés étroitement à l'appareil militaire américain. Ce danger ne pourrait être conjuré que par le développement général du processus révolutionnaire dans toute l'Amérique Centrale, ce qui d'autre part serait inévitable vu l'enthousiasme et les répercussions en tout genre qu'un tel triomphe réveillerait. »¹⁰

La politique de l'impérialisme américain pour la révolution d'Amérique Centrale a eu deux phases. D'une part, il s'agit de tracasser le gouvernement du FSLN avec la contre-révolution armée de la guérilla des « contras », et en même temps faire face militairement au FMLN en formant et en armant l'armée salvadorienne.

Mais, à côté de ces actions militaires, la principale et véritable politique de l'impérialisme et de ses alliés était de faire reculer la révolution au moyen de négociations et de pressions sur le FMLN pour qu'il capitule à ses buts et signe un accord de paix, en abandonnant l'idée de prendre le pouvoir et d'instaurer un gouvernement « démocratique et populaire ». C'était l'objectif fondamental du Groupe de Contadora.

Pour que cette politique soit victorieuse, l'impérialisme américain a compté avec la collaboration précieuse de Fidel Castro, la bureaucratie cubaine et les partis communistes d'Amérique Centrale, principalement le parti communiste du Salvador, dirigé par Shafik Handal. La politique de Castro, depuis la révolution du 19 juillet 1979, a été que le Nicaragua ne soit pas un nouveau Cuba, en signalant clai-

¹⁰ Ibidem

rement qu'il n'était pas favorable à ce que le gouvernement sandiniste exproprie la bourgeoisie, comme lui l'avait déjà fait à Cuba dans les années 60. De la même manière, le gouvernement cubain, alors déjà soutenu par le gouvernement du Front Sandiniste au Nicaragua, devenait un élément décisif pour faire pression sur le FMLN, afin que celui-ci change sa stratégie de prendre le pouvoir et se décide à participer aux négociations pour établir des accords de paix. Et le parti communiste, avec Shafik à la tête, a été un élément fondamental pour que cette politique soit couronnée de succès.

Dans l'introduction aux *Thèses sur la tactique de guérilla*, un autre texte important en rapport avec le thème que nous analysons dans ce dossier, Moreno explique et souligne le rôle des partis communistes latino-américains dans la tâche de démonter de l'intérieur le processus révolutionnaire d'Amérique Centrale. Dans ce travail, où il donne une grande importance à l'analyse des processus de guérilla d'Amérique Centrale, Moreno observe que les partis communistes sont passés d'ennemis de la guérilla à ses admirateurs et, dans certains cas, à ses participants.

Il explique ce changement brusque dans leur politique par rapport à l'orientation antérieure de la bureaucratie soviétique et des partis communistes - d'empêcher la révolution à travers l'appui aux dictatures de Batista à Cuba et de Somoza au Nicaragua - par le fait qu'ont surgi des directions de type petit-bourgeois révolutionnaire, indépendantes du stalinisme dans un premier temps et qui sont arrivés au pouvoir : le castrisme et le sandinisme.

Moreno explique comment cette nouvelle politique, aussi sinistre et contre-révolutionnaire que la précédente, a été mise en pratique dans le cas du Salvador : « *L'essence du virement à gauche du stalinisme pourrait être résumée de la manière suivante : si nous ne pouvons déjà plus empêcher les révolutions en nous opposant frontalement à elles, détruisons-les de l'intérieur. Pour cela, au lieu de continuer à accuser les directions de guérilla et le reste de la gauche d'ultras et de provocateurs à solde de l'impérialisme, unissons-nous à eux dans un front de gauche, prenons part aux luttes, y compris aux luttes armées, au lieu de s'opposer à toute lutte, et par cette voie, avec de la patience et au moyen de notre appareil, nous finirons par les contrôler nous-mêmes.*

Cette nouvelle tactique a déjà donné au stalinisme un succès important au Salvador. Les guérillas salvadoriennes haïssaient les régimes pro-impérialistes et voulaient les détruire, tout comme les sandinistes haïssaient et voulaient détruire Somoza. Mais depuis que le P.C. salvadorien s'est uni à eux dans la guérilla et a commencé à la contrôler, le programme du FMLN a baissé le ton jusqu'à arriver à sa proposition actuelle : on ne parle déjà plus de liquider Duarte mais d'établir un "dialogue national" pour "réorganiser" le gouvernement génocide. Sur le chemin est resté le cadavre de quelqu'un qui s'opposait : Salvador Cayetano Carpio. »

Des tranchées aux palais ou de la guérilla aux nouveaux gouvernements bourgeois

Les capitulations des directions de guérilla, mises en oeuvre consciemment par Castro et les partis communistes, ont abouti aux « accords de paix » du Salvador. D'autre part, le premier gouvernement de conciliation de classes du FSLN a pris fin avec sa défaite électorale face à Violeta Chamorro en 1990.

L'Amérique Centrale a vécu une décennie, celle des années 90, marquée par une situation réactionnaire pour les masses, caractérisée par une offensive de l'impérialisme et des bourgeoisies nationales pour implanter des plans néo-libéraux dans tous les pays de la région.

Dans ce contexte, les anciennes directions de guérilla ont cherché à transformer leurs organisations en partis électoraux parfaitement adaptés aux institutions de l'Etat bourgeois et au fonctionnement du régime « démocratique ».

Après la défaite lors des élections de 1990, le FSLN a continué à contrôler l'Armée, la principale institution de l'Etat bourgeois. Sa dégénération a été évidente dans différents scandales de corruption dans lesquels ses dirigeants ont été compromis. D'autre part, le FSLN s'est caractérisé par un virement prononcé à droite dans sa politique. L'actuel gouvernement d'Ortega est une caricatura grotesque d'une direction qui se disait révolutionnaire.

Le FMLN, de son côté, s'est intégré complètement au régime démocratique-bourgeois, en faisant élire des députés et en gouvernant

dans plusieurs des principales communes, y compris la capitale, San Salvador, sans avoir de grands conflits avec le gouvernement national, dominé par ARENA, d'extrême droite.

Toutefois, il y a eu un changement dans la situation de la lutte de classes en Amérique Centrale, ces dernières années. A partir de la lutte de masses au Costa Rica contre la privatisation de l'Institut Costaricien d'Electricité (ICE) en 2000, commence de nouveau une période de croissance de luttes populaires contre les plans néolibéraux et l'offensive impérialiste dans la région. Un des exemples les plus importants a été la lutte récente contre le Traité de Libre Echange (TLC), aussi au Costa Rica.

Les nouveaux gouvernements ont leur origine précisément dans les contradictions de ce processus. D'une part, ils reflètent de manière déformée le mécontentement des masses avec sa situation de pénurie et de misère, ainsi que leur conscience anti-impérialiste grandissante et leur opposition aux vieux gouvernements de la droite néo-libérale. D'autre part, ce sont des gouvernements bourgeois qui ont pour but la préservation du capitalisme et de l'Etat bourgeois. Leur tâche immédiate est de contenir la lutte des masses et son processus de mobilisation dans le cadre du régime démocratique-bourgeois, en préservant ainsi le système capitaliste et ses institutions. Ce sont, par conséquent, des gouvernements bourgeois qui utilisent souvent un discours progressiste, « social » et à l'occasion même « anti-impérialiste » pour mieux contrôler les masses, les démoraliser et les empêcher d'avancer dans leur conscience.

Dans certaines circonstances, ces gouvernements peuvent en arriver à pratiquer quelques réformes cosmétiques ou prendre des mesures « d'assistance », comme les Missions vénézuéliennes ou la Bourse-famille au Brésil. Toutefois, ils vont appliquer, en essence, le même plan économique de l'impérialisme. Funes n'a pas manqué d'énoncer clairement qu'il n'a pas l'intention de toucher à la dollari-sation salvadorienne et qu'il n'a aucune prétention de changer quoi que ce soit au Traité de Libre Echange (TLC) entre les Etats-Unis, l'Amérique Centrale et la République Dominicaine. Ce n'est pas non plus un hasard qu'il ne mentionne même pas la possibilité de convoquer une Assemblée Constituante pour enterrer une fois pour toutes le régime autoritaire du Salvador et restructurer le pays pour la ma-

porité ouvrière et paysanne. Toutefois, cette politique de soumission à l'impérialisme donne lieu à des contradictions énormes.

Les grandes aspirations des masses d'Amérique Centrale restent à résoudre. L'impérialisme opprime et exploite ces pays à l'extrême, en maintenant leurs économies fragiles emprisonnées dans un TLC famélique.

Il n'y a pas de droits du travail pour les travailleurs des *maquilas*, qui constituent une grande partie de la classe ouvrière d'Amérique Centrale. Il n'y a pas de liberté d'organisation syndicale ni de droit de grève dans la majorité des entreprises privées. L'immense majorité des paysans pauvres est très loin d'avoir le droit à sa parcelle de terre.

Des millions de travailleurs et de paysans de toute l'Amérique Centrale ont été obligés d'émigrer, principalement aux Etats-Unis, pour essayer d'amoinrir leur pauvreté. Là, ils sont brutalement exploités, beaucoup restent dans l'illégalité, sans contrat de travail et sans droits, et ce sont les premiers à être touchés par la crise économique. D'autre part, l'émigration produit des problèmes sociaux énormes dans les pays de la région : la désintégration de la famille, la marginalité sociale d'un secteur important de la jeunesse, la violence des bandes de jeunes (les maras) qui sont expulsés des Etats-Unis et rapatriés, etc.

D'autre part, dans tous les pays d'Amérique Centrale, à l'exception de Costa Rica, des régimes persistent avec des caractéristiques autoritaires fortes, fondés sur des constitutions élaborées par des gouvernements militaires ou contrôlés par l'Armée. L'existence de ces régimes est le résultat direct des Accords de Paix au Salvador et au Guatemala (qui dans une grande mesure vont conditionner la situation au Honduras) et de l'accord du FSLN avec la bourgeoisie nicaraguayenne, après sa défaite électorale. C'est-à-dire, dans la mesure où les dictatures n'ont pas été renversées par la mobilisation populaire, les bourgeoisies nationales, soutenues par l'impérialisme, ont pu garantir des moyens autoritaires aux mains de l'Etat pour réprimer et contrôler la liberté d'organisation et de manifestation des masses.

Toutes ces contradictions exigent une solution urgente pour la grande majorité du peuple d'Amérique Centrale. C'est pourquoi, il

ne faut pas s'étonner que, dans ce cadre, les travailleurs, les paysans et les secteurs populaires placent d'énormes espoirs dans des gouvernements comme celui de Funes. Toutefois - que ce soit par la fragilité de l'économie de ces pays ou par la crise économique mondiale qui s'abat sur le monde entier mais qui touche avec plus de force les pays les plus faibles - ces gouvernements n'ont pas la possibilité de donner satisfaction de façon soutenue à ces exigences.

Il s'ouvre donc une étape d'expérience de la classe ouvrière et des masses avec ces nouveaux gouvernements bourgeois, où il y aura des heurts inévitables avec eux. Mais, avec cela, il existe aussi la possibilité de construire une alternative de gauche à ces gouvernements dans toute la région.

Cette tâche, qui exige, entre autres, l'élaboration d'un programme anti-impérialiste, révolutionnaire et socialiste, se résume dans la construction d'un parti révolutionnaire fort d'Amérique Centrale, relié à une Internationale révolutionnaire. En cela réside le grand défi pour les révolutionnaires d'Amérique Centrale.

Trente ans plus tard : une direction ouvrière, révolutionnaire et socialiste est nécessaire

La capitulation des mouvements de guérilla, leur adaptation postérieure à la démocratie bourgeoise et finalement leur arrivée au pouvoir comme partie de gouvernements bourgeois, montre leur échec comme direction socialiste révolutionnaire. C'est une conséquence directe de leur caractère de classe petite-bourgeoise. Après la victoire de la révolution sandiniste, la majorité absolue des organisations de gauche dans le monde, y compris celles qui se disaient révolutionnaires et même trotskystes, exaltaient le gouvernement du FSLN comme un gouvernement révolutionnaire ou « ouvrier et paysan » et le FMLN comme une direction révolutionnaire.

Il n'y avait qu'un seul courant politique international, présent dans la région, qui alertait sur le fait que l'orientation du FSLN, du FMLN et du gouvernement cubain menait la révolution d'Amérique Centrale à la catastrophe et à la défaite. Une seule organisation, la Ligue Internationale des Travailleurs (LIT) a fait une campagne internationale permanente contre l'Accord de Contadora.

Le courant trotskyste qui a donné naissance à la LIT, la Fraction Bolchevique (FB) de la Quatrième Internationale (Secrétariat Unifié), a donné une grande importance à la révolution nicaraguayenne et d'Amérique Centrale. Un des plus grands exemples a été la constitution de la Brigade Simon Bolivar, organisée par le PST colombien et d'autres partis de la FB pour combattre au Nicaragua.

Malheureusement, contrairement à d'autres pays de l'Amérique latine comme le Pérou, la Bolivie, l'Argentine et le Brésil, le trotskysme en Amérique Centrale manquait de tradition et ses organisations étaient très faibles. Les premières sont nées dans les années 70 et ont dû faire face immédiatement à de grandes organisations de masse comme le FSLN et le FMLN. A cette époque, la politique de la LIT a été réprimée, comme la Brigade Simon Bolivar l'a été par le gouvernement du FSLN, ses alertes ont été écoutées par peu de gens et son incidence se limitait à de petits secteurs d'avant-garde.

Aujourd'hui, la situation est différente. Les luttes ouvrières et populaires se sont rapidement heurté au gouvernement du FMLN et sont réprimées aujourd'hui par le gouvernement d'Ortega au Nicaragua. Les militants d'avant-garde les plus combatifs et sincères, qui conservent une perspective révolutionnaire et socialiste, ne peuvent trouver que des déceptions et des trahisons dans les gouvernements de Funes et d'Ortega.

Trente ans après la Révolution nicaraguayenne, il est possible, pour la première fois, de construire une nouvelle direction révolutionnaire pour les masses. Et cette fois s'ouvre une occasion réelle pour les organisations trotskystes.

Malheureusement, quand cette possibilité est devenue concrète, beaucoup d'organisations soi-disant trotskystes, y compris des organisations qui ont milité dans les rangs de la LIT et ont rompu avec elle, s'orientent vers l'appui, plus ou moins voilé, au gouvernement du FMLN, de la même manière que le SU a soutenu le gouvernement du FSLN. Comme disait Marx, l'histoire se répète comme une farce, parce que les gouvernements de Funes et d'Ortega ne cherchent même pas à se couvrir d'un vernis révolutionnaire.

Le trotskysme principiel est le seul courant qui peut revendiquer le caractère progressiste de la lutte de la guérilla originale du FMLN dirigée par Salvador Cayetano Carpio, en même temps qu'il propose

de construire une nouvelle alternative socialiste internationaliste et ouvrière de masses. Cohérents avec cette position, les partis de la LIT dans la région maintiennent une ligne d'opposition de gauche à ces gouvernements et combattent pour construire une alternative à ceux-ci, une alternative de classe, révolutionnaire et socialiste.

L'actuelle situation de la lutte de classes en Amérique Centrale pose un grand défi aux nouveaux groupes et militants de l'avant-garde révolutionnaire dans tous les pays de la région : construire une organisation révolutionnaire forte qui reprend le véritable héritage de Farabundo Marti et de Sandino - héritage trahi et vilipendé par les directions actuelles du FSLN et du FMLN - et qui, d'autre part, actualise cet héritage avec le caractère internationaliste et de classe du trotskysme.



La brigade latino-américaine Simon Bolivar

Amérique Centrale: six pays, une nationalité, une révolution

Nahuel Moreno

Présentation

Comme complément au dossier sur l'Amérique Centrale que nous publions dans ce numéro de Marxisme Vivant, nous choisissons un texte publié en 1981 de Nahuel Moreno, un trotskyste argentin, fondateur de la LIT : « L'Amérique centrale : six pays, une nationalité, une révolution ».

Ce petit travail de Moreno est, à notre avis, un des meilleurs exemples d'application de la théorie marxiste à l'analyse d'une formation économique-sociale, celle des pays d'Amérique centrale, et sa relation avec la lutte de classes et le processus révolutionnaire concret.

En lui sont synthétisées les principales questions posées pour la Révolution d'Amérique centrale : la relation avec l'impérialisme et sa politique, la politique du stalinisme et de la direction cubaine, le programme et la stratégie pour la Révolution Socialiste en Amérique centrale.

En le publiant de nouveau dans les pages de Marxisme Vivant, nous voulons donner aux révolutionnaires d'Amérique centrale d'aujourd'hui un des meilleurs exemples des positions de la LIT en ce moment et contribuer à la construction du programme révolutionnaire socialiste actuel pour la région.



Une nationalité atomisée en six pays

On ne peut pas faire une analyse sérieuse de la révolution d'Amérique centrale sans caractériser ce sous-continent avec ses six pays du point de vue historique et de sa situation dans l'ensemble de l'Amérique latine.

Il y a déjà une longue discussion dans le mouvement trotskyste sur le caractère de l'Amérique latine et de sa révolution. Un courant a soutenu que toute l'Amérique latine constitue déjà une seule nationalité, empêchée de se constituer comme une seule nation suite à la politique et l'exploitation impérialistes. La révolution socialiste dans le continent aurait, comme un de ses objectifs les plus importants, celui de constituer cette nation. Les deux secteurs historiques qui ont formé la QI-CI (Quatrième Internationale - Comité International) ont polémique pendant des années contre cette conception et son programme.

Pour nous, par contre, les pays latino-américains constituent des nationalités authentiques, structurées dans des nations différenciées, bien que semi-colonisées par l'impérialisme yankee. Le Mexique, la Colombie, le Brésil ou l'Argentine ne sont pas des « provinces » d'une même nationalité, mais des nationalités indépendantes et, dans le cas du Brésil, même avec une langue différente.

Ce que nous disons ne nie pas que l'unité géographique, idiomatique et culturelle des pays qui parlent l'espagnol est à l'origine d'une tendance vers l'unification dans une seule nationalité. Mais il ne s'agit que d'une tendance, de caractère historique, qui s'est manifestée de manière embryonnaire et utopique pendant les luttes de l'indépendance et qui s'est exprimée récemment avec une intensité croissante à partir de la seconde après-guerre, étant donné la multiplication des échanges commerciaux, culturels et politiques et des problèmes semblables posés par le renforcement de l'exploitation yankee dans tout le continent.

En tout cas, on ne peut pas confondre la tendance historique vers la constitution d'une seule nationalité avec la réalité présente, qui est déterminée par l'existence de véritables nationalités différentes.

C'est justement cette analyse qui est la seule justification du fait que notre Internationale propose la tâche de constituer la Fédération

de Républiques Socialistes d'Amérique latine. Cette consigne tend à unifier le continent à partir de la reconnaissance de la réalité de ses nations actuelles. C'est la synthèse programmatique entre une réalité, les nations actuelles, et une nécessité impérieuse manifestée aujourd'hui comme tendance, celle de son unité.

De son côté, l'ensemble de l'Amérique centrale constitue une réalité qualitativement différente par rapport au reste de l'Amérique latine. Pour des raisons d'unité et d'extension géographique, de tradition historique commune, qui a son origine dans la colonie unifiée, du point de vue culturel et idiomatique, elle constitue une seule nationalité divisée en six Etats différents, dont la tendance à la formation d'une seule nationalité est forte et évidente.

Cette caractérisation du sous-continent s'avère indispensable pour comprendre le processus révolutionnaire qui l'agite actuellement, et pour nous donner un programme correct. Il est nécessaire de partir du fait que la force de la révolution nicaraguayenne ou de la salvadorienne ne vient pas seulement de l'héroïsme des travailleurs de chacun de ces pays, mais de leur relation organique existante avec la révolution d'Amérique centrale, comme un processus d'ensemble. Il ne s'agit pas d'une abstraction livresque ou littéraire, mais d'une réalité qui se manifeste, entre autres, dans les centaines de milliers d'habitants d'Amérique centrale qui traversent leurs frontières pour aller travailler dans les pays limitrophes. C'est une réalité avec des manifestations dans toute l'histoire d'Amérique centrale, et qui apparaît, principalement, dans le programme et l'action de ses grands libertadores comme Sandino ou Farabundo Martí, qui combattaient et se considéraient comme une partie de cette nation d'Amérique centrale.

C'est pourquoi nous considérons comme une erreur, ou une approximation imprécise, la consigne que nous avons avancée jusqu'à maintenant de Fédération de Républiques Socialistes Soviétiques d'Amérique centrale et de Cuba. Nous considérons comme bien plus appropriée la consigne Pour des Etats-Unis Socialistes d'Amérique centrale, qui prend en considération l'expérience historique.

La tendance dominante à la formation d'une seule nation ou nationalité est devenue historiquement une réalité, par exemple, aux Etats-Unis d'Amérique, tandis que l'unité de nationalités différentes,

qui ne pouvaient pas se constituer comme une seule nation, a eue une expression historique dans la constitution d'une Fédération de Républiques Socialistes, en URSS.

Révolution ouvrière et contre-révolution impérialiste

Pour tout ce qui précède, nous considérons qu'il serait faux de « faire la somme » des définitions des différents pays d'Amérique centrale pour définir la réalité du sous-continent : elle est révolutionnaire au Salvador, non-révolutionnaire au Costa Rica, au Guatemala... La méthode adéquate est le contraire : il faut formuler une caractérisation d'ensemble sur la situation en Amérique centrale et indiquer les différences de pays à pays à partir de cette définition.

En utilisant ce point de vue, nous devons définir que le triomphe de la révolution nicaraguayenne contre Somoza a ouvert une étape révolutionnaire dans toute l'Amérique centrale, ce qui constitue une caractérisation plus correcte que celle de se limiter à voir les répercussions de la victoire contre Somoza dans la lutte révolutionnaire en cours au Salvador. Nous pourrions être encore plus précis, en indiquant, qu'avant la chute de Somoza, la situation était pré-révolutionnaire, même si son avant-garde, le Nicaragua, vivait déjà une situation révolutionnaire, de guerre civile. La victoire des masses nicaraguayennes contre la dictature a fait que toute la situation d'Amérique centrale change.

Comme dans toute situation semblable, il y a des secteurs d'avant-garde et il y a aussi des secteurs - dans ce cas, des pays - dans l'arrière-garde, mais l'ensemble des nations d'Amérique centrale fait partie du tourbillon révolutionnaire.

C'est ce qui explique l'importance que l'impérialisme yankee accorde, plus que d'habitude, au Salvador, ainsi que le silence complice de la presse impérialiste sur le Guatemala. Toute analyse qui prend comme point de départ la caractérisation de l'un ou l'autre de ces pays est, pour cela même, erronée et équivaut à tomber dans le piège tendu par l'impérialisme et par la politique contre-révolutionnaire du stalinisme et du castrisme.

La confrontation à cette politique contre-révolutionnaire doit donc commencer par affirmer la caractérisation, qu'en Amérique centrale, il y a un seul processus objectif et d'ensemble, celui d'une révolution ouvrière, contre l'impérialisme yankee, et qui tend à l'unification de tout l'isthme dans un seul Etat.

Ce processus révolutionnaire unique a un développement inégal. Au Nicaragua, nous avons déjà assisté à une révolution triomphante, celle qui a mis Somoza en échec, qui a été ouvrière par ses conséquences et son caractère de classe. En effet, d'un côté, elle a démonté la structure de l'Etat bourgeois et, d'autre part, elle s'est basée sur la lutte des travailleurs pour mettre en échec le bastion dictatorial du régime bourgeois nicaraguayen, la bourgeoisie somociste laquais de l'impérialisme yankee. Ce triomphe anti-dictatorial et anti-impérialiste n'est pas arrivé jusqu'à la fin, l'expropriation politique et économique de tous les exploitants, étant donné l'influence castriste et stalinienne et le caractère petit-bourgeois de la direction sandiniste, mais c'est la tâche à l'ordre du jour.

Au Salvador et au Guatemala, nous assistons à une guerre civile des masses contre deux dictatures sanguinaires et pro-impérialistes. Ceci veut dire que nous nous trouvons face à une révolution démocratique par ses objectifs immédiats, et ouvrière par son caractère de classe et par l'ennemi auquel elle fait face.

En Honduras, Panama et Costa Rica, il y a actuellement une accumulation de luttes ouvrières et populaires au milieu d'une crise croissante des régimes bourgeois.

La révolution en cours en Amérique centrale, qui par ses objectifs immédiats dans certains pays apparaît comme démocratique - renverser des dictatures sanguinaires - est, quant à sa dynamique de classe et à ses objectifs généraux, une révolution ouvrière, socialiste. Dans chacun des pays, les travailleurs font face à des gouvernements bourgeois et des agents directs de l'impérialisme yankee, ce pourquoi la lutte devient une lutte contre l'expression politique et économique de l'exploitation capitaliste et impérialiste.

D'autre part, comme lutte d'ensemble des masses d'Amérique centrale qui tendent à l'unification des Etats, elle fait face directement à l'impérialisme yankee, qui est celui qui soutient la division de la ré-

gion en six Etats nationaux différents et en obtient les bénéfices maximaux.

En Amérique centrale, il ne peut pas y avoir un triomphe révolutionnaire durable s'il reste isolé dans quelques uns des pays. Ceci est dû à un ensemble de raisons dérivées de l'unité géographique, économique et même politique de l'Amérique centrale. Une révolution ouvrière triomphante constituerait une proie facile pour les armées des autres pays de la région liés étroitement à l'appareil militaire américain. Ce danger pourrait seulement être conjuré par le développement général du processus révolutionnaire dans toute l'Amérique centrale, ce qui d'autre part serait inévitable vu l'enthousiasme et les répercussions de tout genre qu'un tel triomphe réveillerait.

C'est l'impérialisme yankee qui, comme métropole moderne capitaliste, a maintenu et a imposé l'atomisation nationale en Amérique centrale afin de maintenir plus facilement le statut semi-colonial de tous ces pays et de mieux exploiter les masses. Ici aussi, il ne s'agit pas d'une affirmation simplement littéraire, parce que la division a été effectivement un des outils qui contribuent à faciliter la surexploitation brutale des masses et la spoliation des richesses de ces nations. La balkanisation fait qu'il devient plus difficile pour ces pays lilliputiens et ses travailleurs d'offrir une plus grande résistance à la domination impérialiste. Il suffit de comparer la situation de l'isthme avec les relations que le Mexique est parvenu à établir face aux Etats-Unis, pour voir avec clarté qu'effectivement la balkanisation offre des avantages énormes pour la métropole du Nord. L'hostilité et le sabotage à peine déguisés de l'impérialisme face à la tentative avortée de constitution du Marché Commun d'Amérique centrale est une autre confirmation en plus de ce que nous disons.

La stratégie contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain en Amérique centrale a donc une priorité claire : avant tout, éviter que le processus objectif de révolution dans toute la région se transforme en un processus conscient. Pour maintenir la balkanisation des Etats, il a besoin de balkaniser le processus révolutionnaire lui-même.

Il en découle la principale raison qu'a eu l'impérialisme de maintenir une aide économique limitée et une attitude d'attente face à la révolution dirigée par le sandinisme. Il ne s'agit pas seulement de limiter cette révolution, ouvrière par sa dynamique, dans les limites as-

phyxiantes des relations de production capitalistes, mais aussi de veiller à ce qu'elle ne dépasse pas les frontières nationales du Nicaragua, ce qui n'est qu'une autre manière convergente de l'asphyxier.

Voilà aussi l'explication de la véritable obsession d'isoler les guerres civiles déclarées au Salvador et au Guatemala de toute aide extérieure et de toute interaction avec l'ensemble de la révolution d'Amérique centrale.

Il s'agit bel et bien d'empêcher, par tous les moyens, que le lien intime entre les révolutions nicaraguayenne, salvadorienne et guatémaltèque se maintienne.

Le calcul impérialiste est évident : d'abord isoler, compartimenter, pulvériser le processus révolutionnaire en accord avec l'atomisation des nations du secteur ; ensuite écraser sans miséricorde les masses soulevées comme au Salvador, ou négocier la trahison comme au Nicaragua.

Cette politique constitue pour l'impérialisme une question de vie ou de mort. Washington sait parfaitement qu'une guerre révolutionnaire soutenue consciemment au niveau de toute l'Amérique centrale, étant donné que les conditions objectives sont plus que mûres pour cela, serait l'antichambre de l'extension de la révolution au Mexique et au sein même des Etats-Unis. D'une part, l'impérialisme serait entraîné à une intervention militaire directe, en transformant l'Amérique centrale en un nouveau Vietnam, avec tout ce que ceci signifierait dans sa politique interne. D'autre part, ceci rendrait véritablement explosifs les vases communicants existants avec les immenses communautés exploitées latine et noire des Etats-Unis. C'est cela, précisément, que l'impérialisme yankee essaye par tous les moyens d'éviter.

La politique du stalinisme, du castrisme et des nationalistes

Nous ne pouvons pas comprendre l'ampleur du rôle activement contre-révolutionnaire du stalinisme et du castrisme face à la mobilisation des masses d'Amérique centrale, si nous ne le situons pas face à la révolution dans l'ensemble de cette région.

Tout comme pour l'impérialisme, leurs vifs instincts contre-révolutionnaires ont mené le stalinisme et le castrisme à faire les efforts les plus assidus pour limiter d'abord et écraser ensuite la révolution d'Amérique centrale, en veillant jalousement à enfermer chaque processus dans le cadre de ces Etats nationaux imposés par l'Amérique du Nord.

Le stalinisme et son alter ego, le castrisme, ont une politique et une action consciente pour trahir et mettre en échec le mouvement révolutionnaire de masses. C'est en fonction de cette politique qu'ils peuvent passer de l'alliance avec des gouvernements bourgeois réactionnaires à l'intervention au sein même des masses soulevées, comme cinquième colonne contre-révolutionnaire. Il ne s'agit pas d'une direction révolutionnaire qui « commet des erreurs », ni même d'une conduite qui est vacillante par sa composition et ses politiques petites-bourgeoises, mais de l'action délibérée et systématique d'une caste qui agit de façon conséquente en fonction d'objectifs consciemment contre-révolutionnaires.

Avec tout ceci, nous voulons souligner que le stalinisme préfère ne courir aucun risque, dans cette étape de la révolution mondiale dans laquelle son ennemi immédiat est la montée du mouvement de masses et non une confrontation militaire hypothétique avec l'impérialisme. La bureaucratie du Kremlin et ses agents ne manœuvrent pas avec le mouvement de masses, et ne spéculent pas non plus avec le fait que la mobilisation révolutionnaire de ces masses lui permette de meilleures négociations avec l'impérialisme ; au contraire, le premier objectif du stalinisme est d'intervenir pour freiner ou écraser le processus révolutionnaire, pour le maintenir dans les limites du régime bourgeois, et de démontrer ainsi qu'il est totalement décidé à maintenir la coexistence pacifique avec l'impérialisme.

Le castrisme a la même politique. S'il utilise l'héritage et les relations qui lui reviennent de son ancien caractère de mouvement nationaliste révolutionnaire, c'est pour mieux trahir et compartimenter le processus révolutionnaire, que ce soit en Afrique ou en Amérique centrale, toujours au service de la « coexistence pacifique » qui, comme il le reconnaît lui-même avec franchise, est l'axe de sa politique.

Nous insistons : le stalinisme ne fait pas le jeu de s'abstenir de faire la révolution afin de mieux faire chantage à l'impérialisme ; il s'engage pour que les révolutions soient déviées ou mises en échec le plus rapidement possible. Ce n'est qu'après avoir obtenu ce résultat qu'il se souciera de « présenter la facture » à l'impérialisme, en se conformant avec la tâche accomplie si, comme c'est généralement le cas, il ne parvient pas à se faire payer la facture. Et dans ceci, il n'y a aucune ingénuité : c'est le calcul froid d'une caste qui sait qu'elle est directement menacée par toute révolution.

Les directions nationalistes petites-bourgeoises non inféodées au stalinisme ou au castrisme sont, par contre, relativement progressistes. Il n'est pas nécessaire de répéter que ni leur programme ni leurs méthodes sont ceux que nous considérons les plus corrects, et nous pouvons réitérer que ces directions ont des défauts politiques qui sont le produit de la limite infranchissable de leur caractère petit-bourgeois. Mais ce que nous voulons souligner ici, c'est que leurs limitations et erreurs sont justement cela, et non une politique contre-révolutionnaire délibérée et consciente comme c'est le cas avec les agents de Moscou. En ce sens, ces courants sont qualitativement différents du stalinisme et du castrisme. La raison d'être de ces courants, leur apparition dans la vie politique, dérive de la nécessité objective de la lutte contre l'impérialisme et les gouvernements dictatoriaux ; c'est une réponse, bien que partielle et limitée, de caractère démocratique et anti-impérialiste. Par conséquent, ces mouvements accomplissent un rôle progressiste pendant une étape du processus révolutionnaire, celle de la lutte anti-dictatoriale et anti-impérialiste.

Nous devons être conscients du rôle relativement progressiste qu'ils jouent à un certain moment de la lutte révolutionnaire, sans nous confondre avec eux, puisqu'en ce qui concerne le programme, la méthode et la théorie, ils sont différents du trotskysme. Dans le même sens, sans ignorer que ces mouvements et ses directions tendent à pactiser avec le stalinisme et la bourgeoisie et finissent à la longue par le faire, vu leur caractère petit-bourgeois, nous devons souligner que c'est précisément dans la première étape de la lutte révolutionnaire - dans laquelle le nationalisme petit-bourgeois participe aux confrontations contre les dictatures et l'impérialisme et les

dirige parfois -que sa différence avec le castrisme et le stalinisme est plus évident, parce que ces derniers agissent de manière consciemment contre-révolutionnaire.

Ces considérations sont d'une immense importance et utilité politique. Elles sont, par exemple, indispensables pour aborder correctement l'évolution des mouvements de guérilla ainsi que du front qu'ils ont constitué au Salvador. Au cours de la guerre civile contre la Junte Militaire, les différents groupements petits-bourgeois nationalistes, avec une indéniable influence de masses, ont eu un rôle révolutionnaire de façon limitée et inconséquente. Mais la participation et l'influence du stalinisme dans le FMLN transforme, ou tend à transformer, le Front en un outil contre-révolutionnaire (ce qui peut évidemment provoquer des frictions et des confrontations - c'est un autre problème). C'est ainsi que la dénommée « offensive finale » au Salvador doit être appréciée non comme une bataille mal préparée, mais comme un piège contre-révolutionnaire soigneusement monté par le stalinisme et le castrisme pour mettre en échec ou arrêter la montée révolutionnaire, et en particulier ses victoires et sa consolidation à la campagne. Si ce piège n'est pas parvenu à atteindre l'objectif de mettre en échec les masses, ce n'est pas dû au fait que le stalinisme ne le voulait pas, mais au fait que l'héroïsme des travailleurs salvadoriens et le caractère organique de la révolution d'Amérique centrale l'ont empêché.

Nous avons un autre exemple dans le cas du Front Sandiniste de Libération Nationale qui - pendant la lutte contre Somoza - a montré des évidences face d'être sensible au mouvement de masses, ce qu'on ne peut pas comprendre exactement sans souligner le fait que le stalinisme n'y intervenait pas. Pendant cette période critique de la lutte contre le dictateur, le Sandinisme était sensible aux pressions et aux exigences du mouvement de masses. L'appareil stalinien, par contre, est pratiquement insensible aux pressions et aux demandes des masses puisqu'il est structuré et instruit pour répondre fidèlement aux nécessités tactiques changeantes et à la politique contre-révolutionnaire permanente de la bureaucratie.

Le rôle mondial de l'impérialisme américain

Léon Trotsky

Présentation

Ces thèses ont été élaborées par Trotsky pour la Conférence Panaméricaine, qui a eu lieu au Mexique en 1938, en préparation du Congrès de Fondation de la IVème Internationale. Le Congrès n'ayant duré qu'un jour, pour des motifs de sécurité, le débat des thèses a été impossible. Elles ont été approuvées dans la réunion suivante du Comité Exécutif International et ont été discutées dans toutes ses sections.

Elles ont eu une importance fondamentale pour la compréhension du rôle de l'impérialisme américain après la seconde guerre mondiale par les partis trotskystes latino-américains, dans leur combat contre la politique stalinienne d'appui à un supposé impérialisme « démocratique » contre le fascisme.

En ces moments où une nouvelle crise économique mondiale secoue de nouveau les fondations du système capitaliste et où l'impérialisme américain se présente, sous Obama, avec le masque d'ami des peuples, l'étude de ces thèses par les organisations révolutionnaires est bien à l'ordre du jour.



Les sphères principales d'activité de l'impérialisme américain sont réparties parmi les continents d'Europe, d'Asie et d'Amérique latine, dans lesquels il poursuit une politique conforme à ses intérêts généraux et adaptée aux conditions concrètes de ses relations avec d'autres puissances.

En Amérique latine, bien qu'ils se heurtent au rival puissant que constitue l'Angleterre et dans une mesure moindre mais croissante, au Japon et à l'Allemagne, les Etats-Unis restent la force impérialiste dominante. Les Etats-Unis apparurent sur la scène plus tard que des pays comme l'Espagne, le Portugal, l'Allemagne ou l'Angleterre, mais au début du siècle ils étaient déjà capables de surpasser leurs rivaux. Leur rapide développement industriel et financier, les préoccupations des puissances européennes pendant la guerre impérialiste mondiale et leur transformation en créiteur mondial pendant cette période ont permis aux Etats-Unis d'atteindre le sommet en établissant leur hégémonie impérialiste sur la plupart des pays de l'Amérique centrale, du Sud et de la mer des Caraïbes (Antilles).

Ils proclamèrent leur intention de maintenir cette hégémonie contre les tentatives de l'impérialisme européen et japonais. La forme politique de cette proclamation est la doctrine de Monroe qui, particulièrement depuis le déploiement d'une politique ouvertement impérialiste à la fin du XIXe siècle, a été interprétée uniformément par toutes les administrations de Washington comme le droit de l'impérialisme américain à dominer les pays d'Amérique latine, comme étape vers la position d'exploiteur exclusif.

L'obstacle le plus actif et puissant à une véritable indépendance de l'Amérique latine est l'impérialisme américain, dont la masse de milliards de dollars est principalement investie dans l'hémisphère oriental. Le caractère réel du capitalisme « démocratique » américain est très clairement révélé par les dictatures tyranniques des pays de l'Amérique du Sud, dont le sort est inextricablement lié au sien, et qui dureront autant que lui. Les despotes assoiffés de sang qui oppriment dans la souffrance des millions de paysans et d'ouvriers de l'Amérique latine, les Vargas et les Batista, ne sont au fond rien d'autre que les instruments politiques des Etats-Unis « démocratiques » impérialistes. Dans des pays comme Porto Rico,

l'impérialisme américain provoque et supprime brutalement le mouvement nationaliste, grâce au gouverneur Winshin.

La bourgeoisie nationale montante dans de nombreux pays d'Amérique du Sud, espérant une plus grande part du butin, et luttant pour une indépendance plus complète, c'est-à-dire pour la position dominante dans l'exploitation de son propre pays, essaie, il est vrai, d'utiliser les rivalités et les conflits des impérialistes étrangers dans ce but. Mais sa faiblesse générale et son apparence retardée l'empêchent d'atteindre un niveau élevé de développement, échappant au rôle d'instrument d'un impérialisme contre l'autre. Elle ne peut pas envisager une lutte sérieuse contre toute domination impérialiste et pour une véritable indépendance nationale, craignant de déchaîner un mouvement de masse des travailleurs du pays, qui menacerait sa propre existence.

L'exemple récent de Vargas, qui tente d'utiliser la rivalité entre les Etats-Unis et l'Allemagne, mais en même temps maintient la plus sauvage dictature sur les masses populaires brésiliennes, est un exemple frappant. L'administration de Roosevelt, en dépit de ses prétentions aimables, n'a apporté aucune modification à la tradition impérialiste de ses prédécesseurs. Elle a répété avec emphase la mensongère doctrine de Monroe ; elle a confirmé ses réclamations de droits monopolistes sur l'Amérique latine aux conférences de Buenos Aires ; elle a sanctifié de son approbation les régimes abominables de Vargas et de Batista ; sa revendication pour une police maritime plus puissante dans l'Atlantique et pas seulement dans le Pacifique prouve son zèle à développer les forces armées des Etats-Unis pour la défense de son pouvoir impérialiste dans la partie sud de l'hémisphère. Sous Roosevelt, la politique du poing d'acier en Amérique du Sud est recouverte par le gant des prétentions démagogiques de l'amitié et de la « démocratie ». La politique de « bon voisinage » n'est rien d'autre que la tentative d'unifier l'hémisphère sud sous l'hégémonie de Washington, comme un bloc solide que celui-ci amènera à fermer la porte des deux continents américains à toutes les autres puissances impérialistes. Cette politique est matériellement appuyée sur des accords commerciaux favorables que les Etats-Unis s'efforcent de conclure avec les pays d'Amérique latine, dans l'espoir de rejeter systématiquement les rivaux du marché. Le

rôle décisif que joue le commerce extérieur dans la vie économique des Etats-Unis impose à ceux-ci des efforts toujours plus accentués pour exclure tous les concurrents du marché sud-américain, en combinant la production bon marché, la diplomatie, la chicane et, si nécessaire, la force.

Cela est particulièrement vrai actuellement en ce qui concerne l'Allemagne et le Japon. Là où le conflit impérialiste fondamental en Amérique latine (particulièrement dans des pays comme le Mexique et l'Argentine) reste celui de l'Angleterre et des Etats-Unis, il s'exprime économiquement avant tout sur le terrain des investissements de capitaux. Dans le domaine du commerce extérieur, cependant, les principaux rivaux immédiats des Etats-Unis sont l'Allemagne, et dans une mesure croissante, le Japon. Etant donné leur situation mondiale respective, les Etats-Unis et l'Angleterre peuvent donc collaborer pour le moment en refoulant l'Amérique latine, l'Allemagne et le Japon, mais seulement à la condition que la collaboration reste dirigée par les Etats-Unis. En compensation, l'impérialisme yankee appuie partiellement l'impérialisme anglais sur le continent européen.

En même temps, la politique de l'impérialisme américain augmentera nécessairement la résistance révolutionnaire des peuples latino-américains qu'il va exploiter d'une façon renforcée. Cette résistance, en retour, rencontrera la réaction la plus féroce et des tentatives de suppression par les Etats-Unis qui se révéleront encore plus clairement comme les gendarmes de l'exploitation impérialiste étrangère, et le soutien des dictatures indigènes. Ainsi, par toute son attitude, Washington-Wall Street jouera un rôle réactionnaire croissant dans les pays d'Amérique latine. Ainsi, les Etats-Unis restent le maître prédominant et agressif de Amérique du Sud, prêt à défendre cette position par les armes contre tout assaut sérieux de ses rivaux impérialistes ou toute tentative par les peuples d'Amérique latine de se libérer de la domination de l'exploiteur.

La politique américaine en Europe a différé de son intervention directe et ouverte en Amérique latine, sur différents points, dictés essentiellement par le fait que les Etats-Unis n'apparaissent comme un facteur décisif dans le vieux monde qu'à la dernière étape, lors de la dernière génération. Leur intervention est passée par trois stades.

D'abord ils surgirent comme un agresseur brutal défendant les vastes intérêts financiers acquis par la classe dirigeante américaine à la fin de la guerre, et ils contribuèrent, grâce à leur énorme puissance industrielle, financière et militaire, à créer les forces décisives nécessaires aux Alliés pour détruire et accabler les puissances centrales, spécialement l'Allemagne. Tandis que l'Angleterre, la France, la Belgique et l'Italie devenaient ainsi capables d'imposer le dégradant traité de paix de Versailles à l'Allemagne, et de faire de la Société des nations le gendarme qui surveillait leurs conquêtes, y compris les anciennes colonies allemandes et les énormes tributs de réparations exigées de l'Allemagne, le vainqueur réel de la guerre se révélait être les Etats-Unis, qui devinrent le principal centre économique et financier du monde, en exigeant un encore plus lourd tribut des vainqueurs de Versailles sous forme de paiement des dettes de guerre.

Ensuite, avec la défaite du prolétariat allemand à la fin de 1933, les Etats-Unis apparurent comme les « pacificateurs » de l'Europe et la principale force contre-révolutionnaire. Dans leur rôle de pacificateurs européens, ils revigorèrent la domination capitaliste à son point le plus faible, l'Allemagne, en lui injectant les millions de Dawes-Young. Ils aidèrent ainsi à la renaissance des illusions démocratiques en Allemagne, en France et en Angleterre, et mirent en avant la revendication de la limitation des armements qui empêchaient le paiement des dettes de guerre à Wall-Street. Le « désarmement » européen (étant donné la supériorité industrielle de l'Amérique du Nord qui lui permet de surclasser rapidement les armements de n'importe quel pays) n'était que la revendication pacifiste grâce à laquelle l'impérialisme américain s'efforçait de réduire le marché, déjà réduit, qui restait à la disposition des concurrents européens.

Enfin, dans la dernière étape de son intervention, l'impérialisme américain a montré qu'il n'éliminait ni ne modérait les conflits entre les puissances européennes : au contraire, ses propres besoins entraînent une aggravation des conflits entre les différentes puissances européennes. Elles sont toutes entraînées vers une nouvelle guerre mondiale, les unes pour défendre la part de ration à laquelle les Etats-Unis ont réduit l'Europe, les autres dans leur lutte pour augmenter leur revenu afin d'essayer de résoudre leurs contradictions

intérieures. En apparence, la montée de l'impérialisme américain en Europe a eu l'effet de « pacifier » le continent ; en fait, elle hâte une nouvelle guerre mondiale, marquée par la course aux armements, la conquête de l'Ethiopie, la guerre civile en Espagne, l'invasion japonaise en Chine. Cette guerre ne pourra pas être bornée à l'Europe et tous les pays importants de la terre y seront inexorablement entraînés.

Comprendre la réalité des relations des Etats-Unis avec le développement de l'Europe suffit à réfuter les prétentions de l'impérialisme américain à une mission de défenseur de la paix et de la démocratie en Europe. Au contraire, plus les difficultés s'accroissent, plus il essaie de reporter son fardeau sur les épaules des puissances impérialistes européennes, plus vieilles ou plus faibles : ainsi, il conduit plus rapidement les classes dirigeantes du vieux monde vers la Guerre et le régime fasciste. La pression de la puissance du Nouveau Monde qui a atteint une telle force depuis la dernière guerre est en train de mener l'Europe vers l'abîme de la barbarie et de la destruction.

Dans le passé, l'influence des Etats-Unis était plus ou moins « passive » ; c'était la politique de « l'isolement ». Maintenant, elle se développe dans une autre direction qui laisse prévoir son intervention active, directe et décisive dans la prochaine période, c'est-à-dire celle de la prochaine guerre mondiale. Les fondations de la puissance impérialiste américaine ont une envergure mondiale ; ses intérêts économiques en Europe même sont très importants (des milliards de dollars investis dans les entreprises téléphoniques et télégraphiques, l'automobile, les constructions électriques et d'autres trusts, de même que les milliards des dettes de guerre et les emprunts d'après-guerre). Par conséquent, il sera impossible à ce pays de rester en dehors de la prochaine guerre mondiale. Tout au contraire. Non seulement il y participera comme belligérant, mais il est facile de prédire qu'il y entrera beaucoup plus rapidement que lors de la dernière guerre mondiale.

Etant donné la faiblesse, financière et technique, des autres belligérants, comparés aux Etats-Unis, ceux-ci joueront sûrement un rôle encore plus décisif que la dernière fois dans la conclusion de la guerre. Tout indique que, si l'impérialisme européen n'est pas abattu

par la révolution prolétarienne et la paix établie sur une base socialiste, les Etats-Unis dicteront les termes de la paix impérialiste après être apparus comme les vainqueurs. Leur participation déterminera le camp des vainqueurs, et aussi la disposition du butin, dont ils réclameront une part léonine.

L'établissement rapide de sa domination en Amérique latine dicta à l'impérialisme américain son attitude agressive en faveur de la « porte close » (doctrine de Monroe). Mais en Asie, déjà répartie entre l'Angleterre, la France, l'Allemagne, le Japon, la Russie, le Portugal et l'Italie, son retard lui dicta une politique tout aussi impérialiste de la « porte ouverte » qui est devenue la formule classique de la politique américaine en Extrême-Orient, en particulier en Chine. Sous cette forme, l'impérialisme américain répond aux prétentions de ses vieux rivaux d'exploiter à leur seul profit les vastes ressources, en hommes et en matières premières, de la Chine. Derrière ce mot d'ordre « pacifique » se cache l'épée à moitié tirée contre le Japon et l'Angleterre, qui exige une part croissante dans l'exploitation de la Chine et de ses habitants. Comme ailleurs, le « pacifisme » américain est en Extrême-orient le voile pudique d'une expansion impérialiste agressive.

La lutte inter-impérialiste pour la domination de la Chine est en même temps une lutte pour la maîtrise du Pacifique, dont les deux prétendants sont le Japon et les Etats-Unis. Etant donné ses occupations sur le continent européen, la Méditerranée et le Proche-Orient, l'Angleterre est très handicapée dans sa tentative de défendre seule sa position sur le continent asiatique. Le mouvement panasiatique dirigé par le Japon est orienté vers le rejet de l'Angleterre de ses positions favorables en Chine et même aux Indes. L'Angleterre ne peut pas y résister seule, spécialement dans des conditions qui rendent difficile la solidarité de toutes les parties de l'empire britannique dans une guerre contre le Japon. L'Angleterre dépend donc de plus en plus d'un soutien militaire tacite ou direct des Etats-Unis dans le conflit avec le Japon.

Cependant, l'impérialisme américain n'est pas enclin à intervenir directement en Extrême-Orient contre le Japon pour soutenir exclusivement ou principalement la domination de l'Angleterre sur le continent asiatique. Au contraire, la maîtrise ultérieure du Pacifique

par les Etats-Unis signifie une défaite décisive pour le Japon, mais aussi le commencement de la fin pour les privilèges et la domination britannique en Orient. L'empire s'en rend compte : une partie croissante de la bourgeoisie australienne regarde vers les Etats-Unis plutôt que vers l'Angleterre pour la défense de ses intérêts, c'est-à-dire pour la lutte commune contre le Japon. Autre exemple de la réorientation de certain parties de l'empire : le Canada est toujours plus attiré par New York et Washington, loin de Londres.

Tandis que le plus grand et important rival de l'impérialisme américain en Orient reste l'Angleterre, son antagoniste le plus immédiat y est actuellement le Japon. La question de la guerre entre le Japon et les Etats-Unis pour la domination du Pacifique et de l'Extrême-Orient est donc à l'ordre du jour. Le Japon craint une guerre avec les Etats-Unis actuellement, car elle l'entraînerait probablement en même temps dans un conflit avec l'Angleterre et l'URSS ; c'est pourquoi il s'efforce de maintenir les frictions entre les Etats-Unis et l'Angleterre, au moins tant que sa position n'est pas consolidée. Cependant, l'impérialisme américain s'oriente récemment plus nettement vers la guerre contre le Japon, dont les progrès vers les zones d'exploitation américaine possible en Chine et vers ses terrains d'exploitation actuelle en Amérique du Sud menacent les positions américaines dans le présent et l'avenir. La préparation de cette guerre est visible dans le ton plus cassant de la diplomatie américaine, l'agitation nationaliste antijaponaise croissante de la presse, les manoeuvres militaires américaines virtuellement dirigées contre le Japon, les nouvelles fortifications des îles Aléoutiennes et Graum et surtout dans le prétexte donné par Roosevelt pour son budget naval de temps de paix sans précédent, en prévision de la lutte contre le Japon.

Ainsi, l'ampleur des problèmes de l'impérialisme américain, la portée mondiale de ses intérêts et des fondements de sa puissance lui dictent une politique d'expansion sans répit. Il est la force principale qui pousse le monde capitaliste vers une autre guerre et le frein le plus solide sur le mouvement révolutionnaire du prolétariat mondial et sur le mouvement de libération des colonies et semi-colonies.

Pendant toute une époque, les Etats-Unis maintinrent un équilibre approximatif entre l'agriculture et l'industrie ; leurs intérêts au-delà

des frontières étaient épisodiques et assez insignifiant ; ils suivirent une politique plus ou moins isolationniste, rendue plus facile par une situation géographique unique. C'est là le passé. La crise de la vie économique américaine exige une extension du commerce extérieur et un accroissement des milliards de dollars déjà investis aux quatre coins du monde.

L'Amérique doit exploiter plus intensivement qu'avant les mêmes ressources : cela signifie la suppression du mouvement prolétarien révolutionnaire à l'étranger et des mouvements nationalistes révolutionnaires pour l'indépendance dans ses colonies et sphères d'influence. Cela signifie aussi qu'il lui faut une plus grande part du marché mondial partagé entre les puissances, donc une redistribution du monde qui ne peut être faite que par une nouvelle guerre mondiale. C'est pourquoi la politique extérieure américaine s'écarte officiellement de « l'isolationnisme » et annonce une « vigoureuse » pression sur le monde.

La lutte contre l'impérialisme américain est donc en même temps une lutte contre la guerre impérialiste qui vient et pour la libération des peuples coloniaux et semi-coloniaux opprimés. Elle est inséparable de la lutte du prolétariat américain contre la bourgeoisie dirigeante et ne peut en être séparée. Les travailleurs américains sont écrasés par le capital monopolisateur qui constitue la base des conquêtes impérialistes du pays. La masse des Noirs américains constitue un allié indispensable dans cette lutte : ils travaillent dans l'industrie et l'agriculture et sont liés de différentes façons aux autres groupes de peuples noirs opprimés par l'impérialisme américain dans la mer Caraïbe et l'Amérique latine.

Il faut faire une campagne d'éducation prolétarienne et d'organisation parmi les masses blanches contre le poison raciste de « supériorité » que leur injecte la classe dominante. Il faut organiser les masses noires contre leurs oppresseurs capitalistes, contre les démagogues petits-bourgeois dans leurs propres rangs et contre les agents de l'impérialisme japonais qui essaient de les empêcher spécialement dans le Sud, sous la bannière traîtresse panasiatique.

Un des premiers objectifs de la section des Etats-Unis de la IVe Internationale dans la lutte contre l'impérialisme américain est le soutien de tous les mouvements révolutionnaires véritablement pro-

gressifs dirigés contre lui dans le Pacifique ou l'Amérique du Sud (Philippines, Hawaï, Samoa, etc.) ou contre les dictatures marionnettes de Wall-Street dans ces pays. Tout en préservant leur complète indépendance organisationnelle et politique, en réservant et en exerçant le droit d'organiser la classe ouvrière dans un mouvement séparé et de présenter son propre programme indépendant contre celui des petits-bourgeois et des nationalistes vacillants et souvent traîtres.

Aux Etats-Unis, les révolutionnaires doivent dresser les ouvriers américains contre l'envoi de forces armées en Amérique latine et au Pacifique et pour le retrait de ces forces qui opèrent comme instrument de l'oppression impérialiste, contre tout autre forme de pression impérialiste, diplomatique ou économique, destinée à violer l'indépendance nationale d'un pays ou à empêcher celui-ci de l'atteindre. Les partis de la IVe Internationale sont pour l'indépendance immédiate et inconditionnelle de Puerto Rico, des îles de la Vierge, des Philippines, d îles Hawaï, Samoa et autres colonies directes, dépendances et protectorats de l'impérialisme américain.

La capitulation de la bourgeoisie nationale des Philippines devant la domination américaine, de même que les tentatives de certaines parties de la bourgeoisie de l'Amérique du Nord d'utiliser le sentiment d'indépendance nationale pour ses propres buts, montre qu'une direction de classe prolétarienne dans les pays coloniaux sera la seule garantie que la lutte pour la véritable indépendance nationale sera menée avec vigueur et jusqu'au bout.

En même temps, les membres de la IVe Internationale soulignent qu'aucun pays de l'Amérique latine ou du Pacifique qui se trouve maintenant à un degré quelconque sous la domination de l'impérialisme américain ne peut atteindre sa libération complète si elle se limite à ses propres efforts. Seule une union des peuples d'Amérique latine, orientée vers une Amérique socialiste vivifiée, alliée au prolétariat révolutionnaire des Etats- Unis, serait assez forte pour repousser avec succès l'impérialisme d'Amérique du Nord. De la même façon que les peuples du Vieux Monde ne peuvent résister avec succès à la pression du colosse américain, qui les appauvrit et les pousse à la guerre, qu'en établissant les Etats-Unis d'Europe sous la direction socialiste du prolétariat, les peuples de l'hémisphère oriental ne peuvent s'assurer une pleine indépendance nationale, des

possibilités de développement illimité et la fin de l'exploitation des tyrans étrangers et indigènes qu'en se rassemblant dans l'Union des républiques socialistes d'Amérique. Les sections de la IV^e Internationale d'Amérique du Sud doivent faire connaître par tous les moyens les luttes des travailleurs et mouvements révolutionnaires américains contre l'ennemi commun. La section des Etats-Unis doit consacrer plus de temps et d'énergie pour propager la position et les luttes des mouvements ouvriers en Amérique latine. Chaque action de l'impérialisme américain doit être dénoncée dans la presse et les meetings et, dans des cas particuliers, la section des Etats-Unis doit organiser des mouvements de protestation de masse.

En outre, la section des Etats-Unis, en utilisant la langue espagnole et la littérature de la IV^e Internationale, organisera même à une modeste échelle pour commencer les forces révolutionnaires parmi les millions d'exploités des Philippines, du Mexique, des Antilles, de l'Amérique centrale et du Sud résidant aux Etats-Unis, afin de les lier aux mouvements ouvriers et révolutionnaires de leur pays d'origine. Cette tâche doit être menée sous la direction du sous-secrétariat américain de la IV^{ème} Internationale, qui publiera la littérature nécessaire et organisera le travail dans le même sens.



La grève britannique de Lindsey Oil : grève xénophobe ou grève exemplaire

José Moreno Pau

Parti Révolutionnaire des Travailleurs (PRT) de l'Espagne¹¹

La grève des travailleurs de sous-traitance de la raffinerie de pétrole de Lindsey Oil, dans le Nord de l'Angleterre, a donné lieu à deux points de vue diamétralement opposés. Pour les organisations qui défendent la grève, celle-ci il a été exemplaire et ils nient son caractère xénophobe, en accusant ceux qui, comme nous, ne partagent pas leur position, de se laisser berner par les mensonges et la campagne de la presse bourgeoise.



¹¹ Cet article est une refonte de celui publié dans Opinião Socialista, le périodique du PSTU du Brésil. - Sur l'affiche de la photo : *Emplois britanniques pour travailleurs britanniques*.

Nous avons considéré qu'une réponse publique était nécessaire, surtout quand nous voyons qu'avec la fin de cette grève, les conflits de ce type continuent d'exister et de nouvelles grèves sont apparues en Angleterre avec les mêmes mots d'ordre. Les syndicalistes qui appelaient à la grève avaient déjà fait savoir que ce n'était qu'un début. Avec la crise économique croissent la xénophobie (le rejet des étrangers) et le racisme. Face à l'augmentation du chômage et les licenciements, les secteurs les plus faibles - les travailleurs immigrants, les travailleurs à l'emploi précaire et les femmes - sont les premiers à payer les déboires du capitalisme. La façon de répondre au problème du chômage et des bourgeons de xénophobie est une question fondamentale pour combattre les attaques des patrons. Dans cet article, nous analysons si la réponse des syndicalistes de Lindsey Oil a été juste, comme le prétendent ses défenseurs, et quelles sont les propositions qui peuvent servir à unir l'ensemble des travailleurs en défense de leurs postes de travail.

La grève dans la raffinerie

La grève des travailleurs de la construction civile britanniques de la Lindsey Oil, qui a commencé fin janvier, s'est étendue à plusieurs sites dans d'autres villes. Les défenseurs de la grève, comme Bill Mullins du Socialist Party de Grande-Bretagne, pensent que : *« la négociation entre le comité de grève de la raffinerie Lindsey et la compagnie pétrolière Total, propriétaire de la raffinerie, a posé un point de référence pour des douzaines d'autres centres de travail dans toute la Grande-Bretagne et, de fait, dans toute l'Europe. Cette lutte héroïque de 1000 salariés, sans compter des ingénieurs de construction de la raffinerie (soutenue en outre par des piquets dans 20 autres sites), qui ont travaillé sous différentes conventions dans tout le site dans le nord de Lincolnshire, s'est terminée par une victoire pour les travailleurs ».*

La cause de la grève a été l'embauche de 195 travailleurs étrangers, en l'occurrence des Portugais et des Italiens. On l'a su par un sous-traitant britannique qui a annoncé qu'il allait devoir licencier des gens à partir du 17 février, parce que la raffinerie avait accordé la construction d'une usine à un autre sous-traitant, dans ce cas à l'entreprise italienne IREM, qui amenait ses propres travailleurs de-

puis l'Italie et le Portugal. Les travailleurs, avec les syndicalistes de base, ont imposé une grève sans préavis (aux dires de la direction du syndicat), ce qui, en Angleterre, est considérée comme une grève illégale. La grève a été faite avec occupation de l'usine et diverses mobilisations. Les grévistes exigeaient qu'on engage des travailleurs britanniques. La devise des grévistes « **des emplois britanniques pour des travailleurs britanniques** » a été connue partout dans le monde. Le conflit s'est terminé avec l'accord d'engager 102 travailleurs britanniques.

Selon le porte-parole du syndicat qui appelait à la grève, celle-ci est « contre les compagnies étrangères qui discriminent les travailleurs britanniques. C'est une lutte pour notre droit au travail, **non une lutte raciste** ». C'est l'argument que défendent le Socialist Party (CIO) et le Courant Marxiste International d'Alan Woods. Tous insistent en outre sur le fait qu'il y a eu même un certain appel aux travailleurs étrangers de s'unir à la grève pour exiger des conditions de travail égales à celles des travailleurs britanniques. La multinationale TOTAL et le sous-traitant du chantier en question, l'IREM italienne, ainsi que le gouvernement britannique, disent que les conditions de travail des travailleurs étrangers étaient égales à celles des travailleurs britanniques et qu'on avait engagé des Italiens et des Portugais parce qu'on ne trouvait pas de spécialistes parmi les travailleurs locaux. Il est probable que les multinationales et le gouvernement de Gordon Brown ont menti pour affaiblir la grève, parce qu'il existe, de fait, 3 décisions de justice qui ont permis l'embauche de travailleurs étrangers avec des salaires du pays d'origine. Nous savons aussi que les travailleurs italiens et portugais de ce site vivent dans une péniche de la compagnie.

Ceux qui défendent la grève minimisent l'importance de l'utilisation des consignes xénophobes employées, des consignes qu'ils rejettent ouvertement. Ils disent que la plate-forme qui a été approuvée par l'assemblée de travailleurs, sur proposition d'un camarade du Socialist Party, n'incluait pas le mot d'ordre d'emploi britannique pour travailleurs britanniques et qu'elle était en faveur de tous les travailleurs ; qu'il y a eu des affiches en italien en appelant ces travailleurs à prendre part la grève, etc. On peut continuer avec tous les arguments qu'ils brandissent dans leur texte. Toutefois, ils disent que

dans les premiers jours, il n'y avait pas de direction et que c'est de façon spontanée que les travailleurs ont utilisé ces consignes. Et ils finissent par reconnaître que la xénophobie existait, mais qu'elle n'a pas prospéré grâce à l'intervention du camarade du Socialist Party : Alistair Tice, du Socialist Party (CIO Angleterre et pays de Galle), déclare le 13 février 2009, à la fin de son article, que : « *Si le Socialist Party n'avait pas activement pris part à cette lutte, aurait existé le danger que de telles attitudes aient été fortifiées. Au lieu de cela, on a obtenu une victoire admirable qui pose les bases de la syndicalisation des travailleurs étrangers et qui fortifie l'unité de classe.* »

Cette thèse est défendue par Rob Sewell, éditeur de *Socialist Appeal* (du courant d'Alan Woods) : « *les représentants syndicaux ont refusé de s'unir à la campagne raciste de la presse jaune.* » (La grève en Lindsey et les mensonges des moyens de communication).

En résumé, pour les défenseurs de ces grèves, celles-ci n'étaient pas racistes ni xénophobes et elles se font contre le dumping social (la possibilité que des entreprises utilisent de la main d'œuvre meilleur marché en concurrence déloyale à d'autres travailleurs), elles défendent les droits des travailleurs immigrants, elles veulent que ceux-ci ne soient pas exploités, elles défendent leurs droits syndicaux et elles sont, en outre, un exemple pour tous les travailleurs européens. S'il y a eu l'une ou l'autre consigne xénophobe, c'est parce qu'il n'y a pas de grèves pures, c'est par la confusion des grévistes, ou simplement pour adresser une ironie à Gordon Brown.

Emplois britanniques pour travailleurs britanniques

Ce en quoi nous coïncidons tous, c'est que les raisons de fond de la grève sont les dommages causés par la crise économique : l'augmentation du chômage, les fermetures d'usine et les licenciements dans l'industrie britannique. En même temps que les organisations qui défendaient la grève minimisaient l'utilisation de la consigne xénophobe (comme le fait de très peu de travailleurs, exagéré par la presse bourgeoise), une pétition (environ 2000 signatures) était organisée parmi les syndicalistes contre cette consigne. Le fait qu'on doive récolter des signatures montre le poids que la consigne xénophobe a obtenu dans un secteur important de travailleurs. Le problème est que cette grève, que l'on veut glorifier, **a bel et bien été**

une grève xénophobe, tant par l'utilisation et les conséquences de ces consignes que par les objectifs et les résultats de la grève.

La consigne de la grève d'*emploi britannique pour travailleurs britanniques* a été prise d'une devise que Gordon Brown lui-même (le premier ministre britannique et chef du parti travailliste) a copiée sur le BNP (parti national britannique - d'extrême droite). D'autres consignes brandies par les grévistes exigeaient de mettre « les travailleurs britanniques d'abord », ou disaient que « les étrangers nous volent l'emploi ». Ces consignes sont les mêmes que celles qu'utilisent les organisations de l'extrême droite dans toute l'Europe.

Cette consigne a non seulement été agitée dans la grève de Lindsey et dans d'autres postérieures mais elle est arrivée à avoir des conséquences directes contre les travailleurs immigrants. Quelques 20 travailleurs portugais et 80 italiens vivaient dans une péniche habilitée par l'entreprise avec des salles à manger, des bars et d'autres services : un piquet de travailleurs de la raffinerie de Lindsey s'est rendu à la péniche où se trouvaient les immigrants pour leur dire grossièrement qu'ils n'avaient qu'à retourner chez eux. Les travailleurs immigrants racontaient qu'ils se trouvaient face au rejet de la population et qu'ils sentaient la peur des gens de la zone, ce pourquoi ils sortaient peu en ville. En outre, les consignes que brandissaient les grévistes de la Lindsey Oil non seulement n'ont pas disparu à la fin de cette grève, mais ont continué à être utilisées dans quelques grèves qui se sont déclarées ensuite dans d'autres parties du pays.

Que demandaient les travailleurs en grève et qu'ont-ils obtenu ?

Comme nous disions au début de cet article, l'exigence était qu'on engage des travailleurs britanniques. Voyons le résultat de la grève anglaise, que ces travailleurs britanniques et ses défenseurs ont pris comme un triomphe : des 198 qui allaient être embauchés pour ce chantier, 102 seraient des Britanniques syndiqués. C'est-à-dire qu'il y a 102 travailleurs italiens et portugais qui étaient sur le point de signer le contrat et qui sont restés sans ce poste de travail parce qu'ils n'étaient pas britanniques.

C'est un fait que la bourgeoisie utilise la main d'œuvre immigrante pour faire pression pour baisser les salaires et les conquêtes des travailleurs. La partie de la directive Bolkestein qui n'a pas été approuvée et qui permet d'engager des travailleurs d'autres pays de l'Union Européenne avec les salaires du pays d'origine, a commencé à être appliquée dans plusieurs entreprises grâce à des décisions de justice.

Toutefois, s'opposer à la discrimination salariale des travailleurs immigrants n'a pas été l'axe de cette grève, ni d'autres protestations postérieures, mais bien l'exigence d'engager de la main d'œuvre britannique. *« C'est un scandale - dit un communiqué - et plus encore dans les circonstances économiques actuelles.*

Nous n'avons rien contre les travailleurs d'autres pays, mais bien contre le fait que des natifs ne peuvent pas concurrencer avec eux en égalité de conditions ».

Si à Lindsey c'étaient des travailleurs portugais et italiens qui étaient mis en question, à Staythorpe c'étaient des espagnols qui sont sous-traités par la firme française Alstom, pour construire une turbine. Les principaux syndicats du secteur parlent de 850 postes de travail en jeu et demandent qu'ils soient répartis avec les Britanniques.

« Clairement, ils n'ont l'intention d'engager personne. Ils ont fait les contrats ailleurs, avec des salariés qui ne sont pas britanniques, mais nous croyons qu'il y a de la main d'œuvre locale disponible », a déclaré à la BBC le représentant du syndicat Unite, Steve Syson. Et il a ajouté : *« Nous voulons la transparence, et voir combien ils ont payé les étrangers engagés ».* (Begoña Arce, El Periódico). Nous voulons souligner que l'exigence de savoir s'ils gagnaient la même chose que les travailleurs britanniques, est apparue comme une revendication postérieure au début de la grève et n'a jamais été le centre de cette dernière. Il y a lieu de leur demander si, une fois vérifié que ces travailleurs gagnaient la même chose, ou éventuellement plus, le conflit se serait-il arrêté ? Nous ne le croyons pas.

Une fausse comparaison

Le Parti Socialiste des Travailleurs Unifié (PSTU) du Brésil, qui avait publié un article en dénonçant le caractère raciste de la grève de Lindsey Oil, a reçu une lettre d'un militant du PSOL proche du

courant du Socialist Party britannique. Dans son souci de chercher des arguments pour son appui à la grève anglaise, la lettre compare cette grève avec celle qu'a dirigé la Coordination National de Luttes (Conlutas) en São José dos Campos au Brésil. « *Le syndicat des métallos de São José dos Campos et de sa région, lui-même, où le PSTU a la majorité dans la direction, a dirigé l'année passée une lutte héroïque contre la tentative de General Motors d'engager 600 nouveaux travailleurs temporaires avec moins de droits et avec des salaires inférieurs par rapport aux autres travailleurs de l'entreprise.*

Cette mobilisation a dû faire face à une offensive unifiée brutale des patrons, de la commune, de l'église et des moyens de communication qui accusaient le syndicat d'être contre la génération d'emplois et le développement de la région. Le syndicat et les travailleurs ont résisté jusqu'à la fin et sont parvenus à arracher plus de droits, bien que ce ne soit pas l'idéal, pour les nouveaux travailleurs embauchés ». Toutefois, la grève Lindsey Oil n'a pas été une lutte comme celle du Brésil, pour que les nouveaux embauchés aient les mêmes droits, mais **pour qu'on engage d'autres travailleurs, des Britanniques**, qui selon les syndicalistes anglais étaient discriminés parce que non embauchés par l'entreprise IREM ou par Alsthom. Le syndicat des métallos de São José a mené en outre une lutte dure pour maintenir les niveaux salariaux et les droits de tous les travailleurs, dont General Motors voulait réduire les salaires avec le prétexte de garantir l'embauche de nouveaux salariés, dans une bataille qui a duré des mois.

Une bonne affaire pour les gouvernements européens

A la suite de la grève xénophobe de Lindsey Oil, le gouvernement britannique a exigé des institutions de l'Union européenne que le règlement des travailleurs déplacés soit modifié au profit des travailleurs locaux. Ceci facilitera encore plus la discrimination dont font déjà l'objet les travailleurs immigrants.

Dans cette circonstance, les gouvernements des pays impérialistes européens ont fait des discours démagogiques de défense de la libre

circulation des travailleurs européens et contre la xénophobie et le racisme. En réalité, ils sont responsables de l'extension du racisme en favorisant des législations contre les étrangers, qui produisent de fait des citoyens de seconde catégorie.

Ce sont eux qui procèdent aux expulsions d'immigrants, y compris de résidents de l'Union Européenne (comme le gouvernement de Berlusconi avec les Roumains). Ce qui les intéresse, c'est que les entreprises puissent engager les travailleurs qu'ils veulent avec les salaires les plus bas. Cette grève ne leur convient pas en ce sens, mais elle aide à diviser les travailleurs. Son objectif est d'éloigner la possibilité d'une mobilisation d'ensemble de la classe ouvrière européenne contre la crise.

Les bureaucraties syndicales contre l'unité de la classe ouvrière

Les syndicalistes britanniques qui ont promu la grève des raffineries ont contribué à diviser les travailleurs européens, bien plus que les lois sur les étrangers. Le danger du « nationalisme », dont ils disent qu'il a été muselé dans cette mobilisation, sera fortifié, pensons-nous, tant qu'on réalisera des grèves contre l'embauche de travailleurs d'autres pays. Ils ont facilité le fait que le fascisme puisse mettre un pied parmi les travailleurs britanniques. Il est normal que le BNP se réjouisse de cette grève. Son exemple peut s'étendre à d'autres pays en opposant les travailleurs de chaque pays contre ceux d'autres pays. En Italie, on est arrivé à proposer qu'il faille jeter les travailleurs britanniques qui se trouvent sur le sol italien. Les syndicats britanniques exigent des mesures protectionnistes pour les travailleurs britanniques, ce qui signifie discriminer les travailleurs étrangers, y compris, comme dans ce cas, ceux d'autres pays de l'Union européenne. En Espagne, les centrales ouvrières - Commissions Ouvrières (CCOO) et l'Union Générale des Travailleurs (UGT) - acceptent qu'on discrimine les travailleurs immigrants qui n'ont pas d'autorisation de résidence de longue durée.

Le rôle de la bureaucratie syndicale, qui utilise des arguments comme ceux de défendre les conditions de travail des travailleurs

autochtones en promouvant ainsi le corporatisme et le cloisonnement des travailleurs, est néfaste ces dernières années.

La logique avancée par la bureaucratie syndicale discrimine d'abord les immigrants, mais dans d'autres lieux, cela amène à ce qu'on préfère ne pas engager de travailleurs qui ne sont pas de cette ville, ou qu'on licencie les travailleurs des entreprises des sous-traitants, parce qu'ils ne font pas partie du personnel, ou qu'on licencie les travailleurs en situation précaire parce qu'ils n'ont pas les mêmes garanties salariales et de travail que les travailleurs fixes. Par la suite, ce sera ceux de tel ou tel âge, ou - pourquoi pas - on dira que « celui qui doit travailler est l'homme qui est chef de famille... » C'est pourquoi, nous ne sommes pas surpris par le rôle de la direction syndicale rapporté Rob Sewell de Socialist Appeal, de la Tendance Marxiste Internationale d'Alan Woods : « *Mais, curieusement, le secrétaire général du syndicat UNITE, Derek Simpson, a accepté de poser pour le Daily Star, entouré de deux jeunes femmes qui portent des T-shirts avec l'image du journal et avec les mêmes affiches : "les emplois britanniques pour les travailleurs britanniques". Ce même jour, les photographes du Daily Star et les femmes en question avaient été au piquet de grève, mais les grévistes leur avaient clairement laissé entendre qu'ils n'étaient pas des bienvenus.* » Pour Sewell, le dirigeant syndical s'est laissé utiliser et la presse l'a manipulé. Pour nous, ce qu'il a fait a été quelque chose de naturel parce que le fait de défendre les consignes des xénophobes est la conséquence logique d'années à favoriser la division entre les travailleurs ; certains, comme Simpson, l'ont fait ouvertement, chez d'autres le soutien est en sourdine.

L'extension de consignes xénophobes est le résultat du fait que non seulement elles n'ont pas été combattues par les bureaucraties syndicales mais aussi qu'avec leur politique, elles contribuent à ce que ces positions s'enracinent. Les messages racistes et xénophobes finissent par entrer dans les rangs ouvriers à travers des arguments du type : « les émigrants acceptent des salaires et des conditions de travail inférieures à ceux des travailleurs nationaux », comme si les émigrants l'acceptaient par plaisir, comme s'ils avaient la possibilité de choisir.

L'exigence d'engager des travailleurs et faire des grèves et des occupations d'entreprises pour l'obtenir est une action ouvrière de grande importance et qui a obtenu du succès dans beaucoup d'occasions. Il est probable que ce soit une pratique qui s'étende en ces temps de croissance du chômage.

Mais si elle se fait contre d'autres travailleurs pour la raison qu'ils sont étrangers, elle perd tout caractère de classe : elle divise les travailleurs par nationalités et elle finit par favoriser l'oppression du secteur le plus faible des travailleurs, les émigrants.

A ceci nous pouvons ajouter la concurrence que la bureaucratie et les patrons favorisent, pour les postes de travail même de pays à pays. Ainsi, dans les multinationales, les bureaucraties de chaque lieu s'occupent à négocier le nombre de licenciements qui les touche, au lieu d'unir les travailleurs de toutes les usines des différents pays pour empêcher les licenciements dans une lutte conjointe. Cette division entre les travailleurs n'a d'autre résultat que de faciliter pour les chefs d'entreprise l'application des licenciements et des restrictions de droits.

Une réponse de classe au chômage

Nous préférons défendre d'autres exemples de lutte, où la défense du poste de travail a été faite au-delà des frontières.

C'est ainsi qu'ont fait les travailleurs de General Motors de São José dos Campos au Brésil en posant la nécessité d'organiser une réponse de l'ensemble des usines de GM dans le monde. Ou les travailleurs de Continental (fabricant de pneus et de pièces pour automobile) qui se sont unis depuis la France et l'Allemagne le 23 avril 2009 contre la menace de fermeture d'une usine dans chaque pays. Les travailleurs de l'usine française ont voyagé 12 heures pour s'unir à leurs camarades de l'usine allemande pour revendiquer conjointement la défense de leurs postes de travail.

Pour qu'une réponse de classe puisse avoir lieu, les travailleurs européens devront faire face à la xénophobie que les gouvernements et les bureaucraties syndicales favorisent, puisque les problèmes des travailleurs sont les mêmes, qu'importe de quel pays ils sont. Dissimuler ou minimiser la fausse conscience qu'ont les secteurs les plus arriérés des travailleurs est ce que sont en train de faire les courants

qui ont défendu la grève de Lindsey Oil, ce par quoi ils capitulent face aux consignes des xénophobes.

Combattre la xénophobie et le racisme parmi les travailleurs, cela ne se fait pas seulement avec des discours mais en proposant des solutions de classe contre les effets de la crise. Pour combattre le chômage il est nécessaire de nous mobiliser pour parvenir à travailler moins, pour travailler tous sans réduction de salaires ; c'est la consigne du Programme de Transition de la Quatrième Internationale contre le chômage : l'échelle mobile du temps de travail.

Aux travailleurs britanniques, il aurait fallu proposer qu'il est juste qu'ils combattent pour avoir des postes de travail, mais sans s'opposer à l'embauche de travailleurs d'autres pays. Les exigences doivent être faites contre les patrons et leur gouvernement, en exigeant **d'abord l'interdiction des licenciements, des plans de travaux publics et la réduction de la journée de travail...** Si le soutien à la grève s'était étendu avec ces revendications, la grève aurait eu l'appui de tous les travailleurs européens. Alors oui, la coordination des luttes pour l'emploi pourrait s'étendre à l'ensemble de la classe ouvrière et être coordonnée internationalement.

La seule garantie pour défendre les postes de travail est **l'unité de tous les travailleurs**, quel que soit leur pays d'origine. Pour cela, nous devons exiger l'égalité salariale, et que tous les travailleurs aient les mêmes droits syndicaux, politiques et de travail. Ceci signifie aussi que nous devons combattre pour que les illégaux puissent régulariser leur situation.

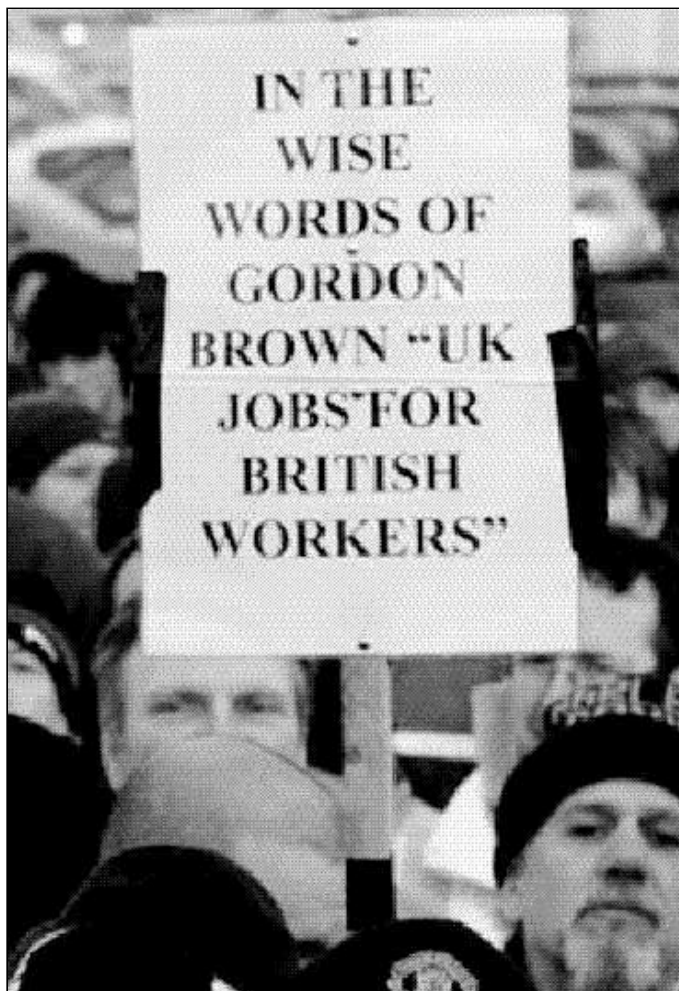
L'exigence de certains syndicats, d'interdire les embauches dans le pays d'origine des émigrants, profite aux gouvernements, qui en ces temps de crise veulent en profiter pour imposer des législations qui déterminent les flux migrateurs selon la convenance de la bourgeoisie. Quand ils ont besoin de main d'œuvre, ils ouvrent les portes, quand ils en auront trop et que cette main d'œuvre peut produire des conflits sociaux, ils ferment les portes et l'expulsent. Alors que les capitaux vont et viennent sans condition, pillant des continents entiers et produisant la misère qui pousse les travailleurs à la nécessité d'émigrer, nous devons combattre pour la libre circulation de tous les travailleurs, nous devons avoir le droit et la possibilité de chan-

ger de lieu de vie et de travail, un droit que ne possèdent aujourd'hui que les riches.

Exiger les mêmes droits, cela servira pour que nous fassions face ensemble à ceux qui condamnent des millions de travailleurs partout dans le monde à la misère ; cela servira pour que la crise économique soit payée par les capitalistes et non par les travailleurs.

Ce que dit le CIO

Voici l'article de Bill Mullins, légèrement abrégé, sur la grève des travailleurs de la construction dans la raffinerie de pétrole de Lindsey. Il a été publié dans *The Socialist*, l'organe de presse du Socialist Party (CIO - Angleterre et Pays de Galles).



Comme disait bien Gordon Brown : « travail britannique pour travailleurs britanniques »

Victoire de la grève des travailleurs de la construction à la raffinerie de Lindsey

L'accord entre le Comité de grève de la raffinerie Lindsey et la compagnie pétrolière Total, propriétaire de la raffinerie, est une référence pour des douzaines d'autres sites dans toute la Grande-Bretagne et, de fait, dans toute l'Europe. Cette lutte héroïque de plus de mille travailleurs de la construction de la raffinerie (soutenue en outre par des piquets dans plus de vingt autres établissements), qui travaillaient sous différents contrats sur le chantier situé dans le Nord de Lincolnshire, s'est terminée par une victoire pour les travailleurs.

C'est une victoire sur le patronat de Total mais aussi sur tout le régime néo-libéral en vigueur dans l'Union européenne. Le processus a mis en évidence que les lois antisyndicales ne comptent plus quand la masse des travailleurs entre en lutte.

Les travailleurs ont obtenu la garantie de 102 des 198 postes de travail disponibles dans cette partie du contrat, pour travailler à la construction d'une nouvelle installation de chimie (HDS3) au sein de la raffinerie.

Comme l'expliquait Keith Gibson dans son article paru dans *The Socialist* la semaine passée : « *Le sous-traitant original Shaw's avait été notifié qu'il avait perdu une partie de l'adjudication en faveur d'une entreprise italienne, IREM, qui apporterait son propre personnel depuis l'Italie et ailleurs pour faire le travail.* ».

Comme résultat, Shaw's a notifié aux délégués syndicaux que quelques travailleurs seraient licenciés à partir du 17 février pour laisser la place aux travailleurs italiens.

Ce qui était crucial dans ce cas, ce n'est pas le fait qu'ils étaient italiens ou portugais, mais plutôt que ces travailleurs ne faisaient pas partie de la *Convention Nationale pour l'Industrie du Bâtiment* (NAECI). Pourquoi? Parce que sous les directives de l'UE, soutenues par la Cour européenne des Droits de l'Homme, l'allusion à leur origine aurait été vue comme une « entrave à la liberté de commerce » et donc incompatible avec la libre circulation du travail et du capital, consacrée dans les règles et règlements du club capitaliste de l'UE (...)

La presse a donné de l'importance au slogan « *travail britannique pour travailleurs britanniques* », qui a été arboré par quelques grévistes dans les manifestations. Elle n'est pas parvenue à voir (et comment pourrait-on espérer autre chose de la presse capitaliste enragée) que le cas des grévistes était simple : ils étaient exclus de leurs emplois par un coup de mains des patrons sous le couvert du « droit du travail et du capital d'être déplacé sans restriction dans n'importe quelle partie l'UE ».

Comme nous l'avons dit dans l'éditorial de *The Socialist* de la semaine passée : « *Aucun mouvement ouvrier n'est chimiquement pur. Il peut y avoir - et il y a - dans ces grèves des éléments de confusion et même des idées réactionnaires. Toutefois, cette lutte est orientée*

fondamentalement contre le "nivellement vers le bas" et pour le maintien des conditions et des salaires propres aux travailleurs organisés dans les syndicats, dans ces immenses chantiers de construction. »

Les lois et les directives unilatérales de l'UE donnent carte blanche aux patrons pour obliger les travailleurs à travailler pour un salaire plus bas et dans des conditions pires que celles en vigueur dans le « pays d'accueil », pourvu que les conditions minimales de leur pays d'origine soient remplies.

Pour les patrons, il vaut mieux que ces travailleurs ne soient affiliés aucun syndicat. Et il était clair que les travailleurs de l'IREM n'étaient pas syndicalisés, ni en Italie ni ailleurs. Sabrina Petrucci, dirigeante de la Confédération générale italienne du travail (CGIL), a dit au *Morning Star* (6 février) qu'IREM est une entreprise connue pour ne pas reconnaître les syndicats.

Mais la lutte était beaucoup plus large que tout ceci. C'était la lutte pour le contrôle du lieu de travail par les travailleurs eux-mêmes. Si les directeurs de Total, propriétaires du site, et les sous-traitants italiens, IREM, avaient agi à leur manière, ils auraient fortement remis en cause ces éléments de contrôle ouvrier qui avaient été arrachés à la direction du site pendant la période précédente.

Une avancée importante réside dans le fait qu'une partie de l'accord permette aux délégués syndicaux de vérifier que les postes de travail occupés par les Italiens et les Portugais seraient octroyés sous les mêmes conditions que celles qui protègent les travailleurs locaux sous convention NAECI. (La raffinerie de pétrole Lindsey est un site « blue book », c'est-à-dire un site où tous les travailleurs sont couverts par la convention NAECI [éditée en livre bleu].)

Ceci signifie que dans la pratique, quotidiennement, les travailleurs syndicalisés travailleront ensemble avec les travailleurs italiens employés par IREM et seront en mesure de vérifier si cela est bien le cas ou pas.

C'était une demande essentielle des grévistes lorsqu'ils ont rédigé la liste principale des exigences lors des assemblées générales, de même que le fait « que tous les travailleurs de Grande-Bretagne soient protégés par la convention NAECI et que tous les travailleurs immigrants soient syndicalisés ».

Comme mesure de protection supplémentaire, pour maintenir l'organisation syndicale sur les sites, les grévistes ont aussi accepté la demande du comité de grève de la nécessité de créer « *un registre, contrôlé par le syndicat, des membres du syndicat qui étaient au chômage et avaient reçu une formation sur place* ».

C'est précisément ce que les capitalistes ne veulent pas et ce qui, de leur point de vue, est réellement une « entrave à la liberté de commerce », c'est-à-dire, à leur droit d'exploiter la force de travail sans que les syndicats aient leur mot à dire.

Il est aussi prévu dans l'accord que les délégués syndicaux du site puissent contrôler l'entreprise italienne lors de réunions régulières de coordination.

Dans les années 70, certains des lieux de travail les mieux organisés étaient des *closed shops*¹², que ce soit concernant les conditions à l'embauche ou après l'embauche. Ce que les grévistes de Lindsey demandent à juste titre est un type de *closed shop* pour les embauches. Ceci signifie que si les sous-traitants du site ont besoin de davantage de travailleurs, ils doivent s'adresser au syndicat pour les embaucher, sur base du registre de chômeurs du syndicat. Autrement dit, il faut être dans le syndicat pour être dans le registre et pouvoir être embauché.

L'alternative au contrôle syndical sur « l'embauche et le licenciement » est que ce sont les patrons qui ont ce droit, et dans ce cas, à qui vont-ils donner l'emploi ? Non aux militants syndicaux, évidemment. Comme c'est trop souvent le cas, une « liste noire » tenue par les patrons est largement utilisée dans l'industrie. (...)

La gauche

Toutefois une partie de la gauche, et c'est une honte pour celle-ci, a été totalement aveuglée par les titres de la presse capitaliste qui pendant les grèves ont souligné les éléments « *travail britannique pour travailleurs britanniques* » de cette lutte. (...)

¹² « Usine fermée » : une usine où, par convention entre le patronat et les syndicats, ne peuvent être embauchés que des travailleurs syndiqués.

La crise économique a suscité la peur chez les travailleurs, non seulement pour leur emploi actuel, mais aussi pour les emplois qui seront disponibles dans le futur pour leurs enfants. Auparavant, les travailleurs pouvaient obtenir un emploi sur un autre site.

A l'époque, il existait des listes noires de militants syndicaux sur les différents sites, ce qui a donné lieu dans le passé à des batailles localisées, tout au long de la lutte de classes, de manière à définir qui contrôle ces sites : la direction ou les syndicats ?

Aujourd'hui, toute la force de travail que représentent quelque 25.000 travailleurs qualifiés engagés dans la réalisation de grands projets d'ingénierie, comme des raffineries de pétrole et des centrales électriques, devient de plus en plus consciente que les choses changent. De fait, quelque 1.500 d'entre eux, au minimum, sont actuellement au chômage. (...)

Les politiciens capitalistes, comme le Ministre du Commerce, le travailliste Pat McFadden, se plaignent que le principe de la libre circulation ait été violé par l'accord. Il se réfère à la « liberté » pour les patrons de déplacer des travailleurs à travers tout le continent, sous le couvert des lois de l'UE, approuvées par les tribunaux (et contre les intérêts des travailleurs, partout) pour miner l'organisation syndicale.

Cette « liberté » a, de fait, été mise à mal par la grève qui au cours de la lutte a porté un coup dur contre le « nivellement vers le bas » et a débouché sur une situation plus équilibrée.

Ce qui est maintenant à l'ordre du jour, c'est la nécessité d'une coordination beaucoup plus grande entre tous les syndicats européens et spécialement entre les organisations de délégués syndicaux, tant à l'échelle de l'usine qu'au niveau national et, de fait, au niveau de toute l'Europe, pour s'unir dans une campagne massive de diffusion de la victoire des travailleurs de la raffinerie Lindsey dans tout le pays et l'UE.

Un autre aspect du dilemme de l'humanité : socialisme ou catastrophe environnementale

Gilberto Marques

militant du PSTU, docteur en Développement, Agriculture et Société (UFR-RJ - Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro) et professeur de l'UFPA (Université Fédérale de Pará)

Indira Rocha Marques

docteur en géographie de l'UFRJ (Université Fédérale de Rio de Janeiro)

Chaque jour, environ 25 espèces disparaissent de la terre. On ne le voit pas facilement car il s'agit de plantes et d'insectes. Toutefois, le spectre de l'extinction menace aussi coraux, forêts, lions, onces, pandas, baleines, singes, rhinocéros, poissons et plusieurs espèces d'oiseaux.

Dans le passé, il y a eu des vagues d'extinction. La plus connue a causé l'extinction des dinosaures. La différence est que l'extinction actuelle a lieu, fondamentalement, par l'action humaine. Selon le rapport de l'Union Mondiale de Conservation, une espèce d'amphibiens sur trois est en danger d'extinction. La proportion est d'une sur quatre pour les mammifères et d'une sur huit pour les espèces d'oiseaux, et 70 % des plantes sont menacées. A partir de cette réalité, le rapport de 2001 du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) a conclu que « *l'humanité est en train de saccager la terre* ».

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la température moyenne sur la Terre va augmenter jusqu'à la fin du siècle actuel de 1,8 à 4 °C, mettant en péril la vie sur la planète. Selon cet organisme, l'élévation de la température terrestre de 5 °C pourrait provoquer la réduction de la forêt amazonienne de plus de 50 %. Les émissions de gaz carbonique (CO₂) sont la principale cause du réchauffement global.

La région qui a souffert le plus du réchauffement est l'Arctique, qui est en train de fondre à une vitesse très supérieure à la normale, ce qui menace l'existence des Esquimaux, des ours polaires et d'autres espèces. Des informations des sous-marins nucléaires étasuniens indiquent que la quantité de glace (en superficie et en profondeur) dans cette région a diminué de 42 % entre 1958 et 1997. La diminution de la quantité de glace dans l'Arctique a déjà fait disparaître une grande couche de glace flottante qui se formait dans la mer de Groenland.

Il en va de même avec les glaciers formés dans les cordillères (chaînes de montagnes) de la planète. Une recherche menée sur 30 glaciers appartenant à neuf cordillères dans le monde a démontré qu'entre 2004 et 2006 la moyenne de fonte a été plus que doublée. Dans l'Antarctique, un bloc de glace de 400 km² est en train de se détacher de la plateforme de Wilkins. Cela indique que cette plateforme de 13 000 km² est en train de disparaître. La fonte des glaces de la planète impliquera l'élévation des océans et l'avancée de ceux-ci sur les continents, détruisant des communautés et des villes situées dans les zones littorales les plus basses.

La proposition de développement durable

Depuis la fin des années soixante, une intense discussion est en cours sur la problématique environnementale et sur les mesures à prendre pour sa résolution. Les rapports du Club de Rome et de la Conférence de Stockholm (Suède) promue par l'ONU, tous les deux en 1972, ont défendu qu'il faudrait limiter la croissance économique de manière à réduire la détérioration environnementale.

Pour les pays industrialisés, cela signifiait maintenir leur statut de nation économiquement dominante. Les pays sous-développés s'y opposèrent parce qu'ils voulaient augmenter leur croissance économique et s'industrialiser. Ce qui était en jeu, entre autres, était le droit ou non d'une nation à exploiter ses ressources en accord avec ses objectifs.

En 1973, le directeur de l'environnement des Nations Unies, Maurice Strong, présenta le concept d'éco-développement qui est à la base de l'élaboration des propositions de développement durable : croissance économique avec préservation environnementale et soli-

darité entre les peuples. Peu à peu, cette notion de développement durable a donné naissance à différentes interprétations qui, en général, considèrent qu'il est possible de construire un modèle de développement capitaliste qui respecte l'environnement. Ce modèle serait accepté par les riches et les pauvres, par les multinationales et les différents gouvernements.

Il y a eu d'autres rencontres mondiales, comme l'Eco 92 à Rio de Janeiro, et des documents ont été signés pour la réduction des émissions de gaz polluants : le rapport de Brundtland de la Commission Mondiale pour l'Environnement (programme de l'ONU pour l'Environnement, 1987) et le Protocole de Kyoto (1997). Il s'agit de propositions réformistes, insuffisantes pour résoudre le déséquilibre écologique mondial. Le Protocole de Kyoto n'a même pas été accepté par les Etats-Unis, la nation responsable d'une grande partie de la dévastation et du réchauffement global. Le prochain grand événement sera la Conférence Mondiale sur les Changements Climatiques qui aura lieu en décembre 2009 au Danemark. Elle aura comme principal objectif d'arriver à un accord international remplaçant le Protocole de Kyoto, qui arrive à échéance en 2012.

Une des propositions qui fut développée dans ces documents fut celle de la compensation environnementale, à travers laquelle une entreprise ou un pays compenserait la détérioration infligée à l'environnement par un investissement dans une autre zone. Cela a donné lieu à un marché des crédits- carbone : des certificats obtenus quand une réduction d'émission de gaz à effet de serre est vérifiée. Les pays et les industries polluantes peuvent continuer à polluer et, en compensation, achètent des crédits-carbone, ce qui fait qu'une source supplémentaire de profits autour de la question environnementale a été créée.

La crise sociale et les intérêts économiques

En juin 2001, il y a eu un incendie dans le centre d'approvisionnement d'aliments (Ceasa), situé aux alentours de Rio de Janeiro. L'incendie s'est répété plusieurs fois. Toutes ces occasions ont en commun le fait que la population (quelques 2 000 personnes) ait envahi le local encore en flammes pour récupérer les restes de nourriture entre le feu et les cendres. Nous citons ce cas pour affirmer que

la problématique environnementale n'est pas isolée de l'homme et de la crise sociale produite par le capitalisme. Il ne s'agit pas pour nous de faire la défense de la conservation pour la conservation. L'appel pour la protection d'une espèce végétale ou animale perd son sens si nous ne tenons pas pour élément central la nécessité de la solidarité avec les travailleurs misérables qui traînent de par le monde.

Plus de deux milliards de personnes vivent dans des bidon-villes, trois milliards dans la pauvreté. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (Unicef), moins de la moitié de la population mondiale a accès à des égouts et à l'eau potable, et, vers 2030, cinq milliards de personnes - deux tiers de la population mondiale - n'auront pas de service d'égouts.

Le résultat est le maintien du nombre de cas de maladie et de mortalité : 80 % des maladies dans les pays sous-développés sont liées à la qualité de l'eau, ce qui provoque 3 millions de décès par jour.

Sur notre planète, 75 % de la surface est couverte d'eau mais 97 % des eaux sont salées. Des 3 % d'eau douce, la grande majorité se trouve dans les calottes polaires, les glaciers et les réservoirs souterrains. Les eaux douces d'accès facile, localisées dans les rivières et les lacs, principale source d'approvisionnement de la population humaine, représentent à peine 0,007 % de l'eau mondiale. Pour l'ONU, l'accès à l'eau sera le motif principal des conflits armés durant les 25 prochaines années.

Selon le Troisième Rapport de l'ONU sur l'eau (2009), l'agriculture dépense 70 % des ressources hydriques du monde. Cela concerne évidemment, avant tout, la grande production, puisque le petit agriculteur dépend presque exclusivement du régime de pluie. En outre, la production d'un kilo de viande peut exiger jusqu'à 4 000 litres d'eau.

Toutefois, la crise des ressources naturelles, particulièrement des ressources hydriques, n'affecte pas tout le monde de la même façon. En Afrique, la moyenne de consommation quotidienne d'eau se situe entre 10 et 15 litres. Ce chiffre s'élève à 2 000 litres à New York. Pour Paulo Nogueira Neto, ancien secrétaire national de l'environnement du Brésil, il n'y aurait pas assez d'énergie et d'aliments si le modèle de consommation des Etats-Unis était étendu aux sept mil-

liards d'habitants de la planète. Selon le rapport de l'ONG *Fonds Mondial pour la Nature* (World Wide Life - WWF) de 2008, si le monde maintient le niveau actuel de consommation et de dégradation environnementale, les ressources naturelles de la planète s'effondreront à partir de 2030.

Les ressources naturelles et l'environnement lui-même sont de plus en plus affectés par les intérêts économiques capitalistes et, principalement, impérialistes. La guerre contre l'Irak eut comme raison principale le contrôle des sources de pétrole du Moyen-Orient par les Etats-Unis.

Le Groenland, la Russie et le Canada ont déjà fait des plans pour tirer un profit économique des routes de navigation qui s'ouvriront avec la fonte des glaces de l'Arctique. La bourgeoisie russe prétend pouvoir engranger des milliards de dollars en contrôlant le trajet qui raccourcira le voyage entre le Japon et l'Europe de plusieurs milliers de kilomètres.

Le résultat de la domination économique excessive sur la nature est l'accroissement des catastrophes environnementales. En 2008, un séisme dans la province chinoise de Sichuan a tué quelques 80 000 personnes.

Pour Fan Xiao, ingénieur en chef du Service d'Industrie minière et de Géologie de cette province, le séisme est apparu plus vite et a été plus fort à cause de la construction du barrage de Zipingpu, qui a provoqué un poids de 315 millions de tonnes d'eau, précisément dans une région présentant une faille géologique (zones dans lesquelles ont lieu les séismes).

La logique de la production capitaliste et la dégradation de la nature

Les conférences et les protocoles se sont avérés insuffisants. Selon les *Proceedings* de l'Académie Nationale de Science, la production de CO₂ entre 2000 et 2004 a triplé, en comparaison avec les années précédentes. Pour comprendre l'échec des propositions dérivées des modèles de développement durable et des rencontres et documents internationaux, il faut comprendre la logique de la production capitaliste, comme l'a élucidé Marx dans *Le Capital*, dont le résultat si-

*gnifie l'accumulation de richesse pour certains, dans un pôle, et de misère pour la grande majorité, dans l'autre.*¹ Avec l'augmentation de la misère, la population la plus pauvre doit occuper des secteurs inadéquats pour sa survie : des lacs, des pentes sur les montagnes, etc.

Et pour augmenter ses profits, la bourgeoisie doit augmenter de façon accélérée sa production et faire en sorte que les personnes consomment chaque jour davantage. En terme de relations internationales, cela implique un conflit féroce pour les marchés, les sources de matières premières et d'énergie, ce qui à son tour provoque en maintes occasions des conflits armés. La course intransigeante au profit conduit à une universalisation accélérée des nécessités, ce qui se traduit par une consommation croissante et une appropriation intense de la nature, en réduisant la disponibilité des ressources naturelles, des sources d'énergie, d'eau et des espèces animales et végétales. De cette façon, les écosystèmes deviennent plus homogènes et perdent leur richesse et leur complexité. De ce fait, ils perdent leur capacité de protection et d'auto-recomposition.

En synthèse, la consommation exacerbée, promue par la nécessité de l'accumulation capitaliste, fait que la vitesse de production dépasse beaucoup le rythme de reconstitution de la nature. Cette différence donne lieu aux problèmes environnementaux que nous connaissons dans le capitalisme contemporain. La nature est mise en opposition par rapport à l'homme et ce dernier n'a dès lors pas d'autre alternative que de s'approprier celle-ci de manière conflictuelle. Ce n'est donc pas l'humanité qui pille la nature, mais la bourgeoisie qui pille l'environnement ainsi que son principal élément, le travailleur. Voilà pourquoi 862 millions de personnes vivent de façon permanente dans la faim, un nombre qui s'élève à deux milliards en situation de crise. La vie humaine est menacée, autant que les animaux et les plantes. Des communautés entières sont au bord de l'extinction : Indiens, Esquimaux, tribus africaines, communautés traditionnelles, etc.

Suivant la logique du profit et face à l'appel environnemental qui touche un grand nombre de personnes, différentes entreprises et banques adoptent le discours du développement durable et développent même quelques initiatives de protection environnementale,

pour lesquelles elles disposent de l'appui de centaines d'Organisations Non Gouvernementales. La question, c'est qu'ils sont à la recherche de consommateurs dont la préoccupation est de préserver la nature. Les investissements dans ces initiatives sont insignifiants par rapport au capital des entreprises, ce qui montre qu'il ne s'agit que de campagnes de *marketing*.

D'autres, en utilisant le discours de la responsabilité environnementale, embauchent des populations traditionnelles pour récolter des produits forestiers qui servent de matières premières pour leurs marchandises. Ils payent un prix dérisoire et gagnent une fortune en les transformant en cosmétiques, médicaments, etc. Le cas des banques est l'exemple le plus complet de la différence entre le discours et la pratique : en même temps qu'elles font de la publicité environnementale, elles financent des projets agricoles qui détruisent les forêts et les ressources minérales et hydriques.

L'Amazonie, le développement durable et le capitalisme

Au Brésil, 93 % de la forêt tropicale atlantique a déjà été dévastée et 80 % de l'écosystème est altéré par l'activité humaine. Une zone plus grande que la France a déjà été déboisée en Amazonie, et certains scientifiques en tirent la conclusion que la forêt peut à présent disparaître en 30 ou 40 ans. Le rapport du Système de Détection de Déforestation en Temps Réel (Deter) a constaté qu'entre novembre 2008 et janvier 2009, 754 km² de forêt ont été détruits, une superficie équivalente à la moitié de la ville de São Paulo. Face à la réduction de la forêt, Al Gore, ancien vice-président des Etats-Unis, a affirmé que « *contrairement à ce qu'en pensent les Brésiliens, l'Amazonie nous appartient à tous* ». Et le journal britannique *The Independent* a écrit que « *l'Amazonie est trop importante pour la laisser aux mains des Brésiliens* ». Ce qui se cache derrière ces déclarations n'est pas la préoccupation pour le sort de l'Amazonie, mais l'intérêt que présente ses ressources naturelles.

Les activités de déforestation les plus importantes sont celles liées à l'élevage, à la culture du soja et à l'extraction de bois. A São Félix do Xingu, dans le Sud du Pará, il y avait 30 milles têtes de bétail en

1997. En 2007, on y comptait 1,7 millions de bovins. L'augmentation des exportations de soja, stimulée par le gouvernement brésilien, a donné lieu à une course pour l'obtention de nouvelles terres, au point que l'industrie agraire ait progressé du Mato Grosso vers le Pará et Rondonia, suivant en cela la route qui relie les villes de Santarém et de Cuiabá. Le résultat, c'est la coupe de la forêt et la disparition de communautés d'habitants indigènes qui y vivaient. Où va cette production ? Le bétail amazonien, en plus d'approvisionner le marché régional, est acheminé vers le Sud-Est du Brésil et est exporté. Le soja cultivé dans le Nord du Mato Grosso et dans le Sud du Pará sert d'aliment pour le bétail européen. Les pays soi-disant « écologiquement corrects » engraisent leur bétail dans des écuries, où il est nourri avec le soja dont la culture oblige que soient coupés les arbres d'Amazonie.

Les grandes multinationales de l'industrie minière sont en train d'exploiter à un rythme effréné les immenses réserves minérales de la région et les principaux laboratoires pharmaceutiques mondiaux en extraient la bio-diversité pour élaborer leurs produits. Tandis que le président Lula fait des discours « critiques » sur la dévastation, son gouvernement continue à soutenir financièrement l'industrie agro-alimentaire et les multinationales minières.

La crise économique mondiale approfondit la crise environnementale

La faim tue plus de 25 milles personnes par jour dans le monde. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), un investissement de 30 milliards de dollars par an serait nécessaire pour éviter de futurs conflits quant aux aliments. Ceci offrirait de la nourriture à presque 900 millions de personnes. En 2009, avec la crise économique, le nombre d'affamés dépassera le milliard de personnes.

L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature affirme que 1 300 milliards de dollars seraient suffisants pour protéger les écosystèmes mondiaux les plus importants durant les prochaines 30 années. Une étude commandée par la Commission européenne et le gouvernement allemand est arrivée à la conclusion qu'un investis-

sement annuel de 45 milliards serait nécessaire pour protéger les principales rivières, mers, montagnes et forêts de la planète. Les chercheurs qui ont réalisé l'étude ont également estimé que la réduction des forêts a un coût annuel situé entre 2 000 et 5 000 milliards de dollars, parce qu'elle diminue l'offre d'eau non-polluée et l'absorption de CO₂.

Selon le rapport de l'Agence Internationale de l'Energie, afin de réduire de moitié les émissions mondiales de gaz carbonique, il est nécessaire d'investir 45 000 milliards de dollars jusqu'en 2050, c'est-à-dire 1 100 milliards de dollars par an. Pour l'organisation *Clean Energy*, l'ensemble du charbon et du pétrole utilisé dans la génération d'énergie électrique pourrait être remplacé par du gaz naturel et des sources d'énergie renouvelable pour un coût total de 4 400 milliards de dollars pendant 22 ans. Le coût est important mais significativement inférieur à la somme qui est octroyée aux banques et aux entreprises suite à la récession mondiale.

Au moment où la crise actuelle a éclaté (octobre 2008), l'organisation internationale WaterAid a estimé que l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement de base pour 2 500 millions de personnes exigeraient un investissement de 55,7 milliards de dollars, un montant équivalent à ce que le gouvernement britannique a octroyé à trois banques (Royal Bank of Scotland, HBOS et Lloyds) en un seul jour, le 13 octobre 2008. « Il n'y a pas d'argent pour faire face à la crise environnementale », c'est ce que disent les gouvernements impérialistes. Mais dans la seule semaine du 12 au 18 octobre 2008, ils ont octroyé 4 000 milliards de dollars pour sauver des entreprises et des banques. La crise économique mondiale a mis encore davantage à nu le mode de production capitaliste.

Avec la crise économique mondiale, les perspectives concernant l'environnement deviennent plus sombres. Le gouvernement italien de Silvio Berlusconi, soutenu par la Confédération des Industries Italiennes (Confindustria), menace de s'opposer au plan européen d'action contre le réchauffement global. Pour ce gouvernement, les ressources doivent être destinées à répondre à la crise économique. C'est la position la plus explicite. Les autres pays font des discours sur l'enjeu environnemental mais dans les prochains événements internationaux, ils doivent limiter leurs objectifs d'investissement en-

vironnemental et de réduction de la pollution. Qui garantit que les pays qui se sont engagés à fournir 6,1 milliards de dollars pour constituer un Fonds d'Investissements Climatiques de la Banque Mondiale iront honorer leur promesse ?

Pire encore, avec la chute des prix du pétrole, les gouvernements et les entreprises pourront abandonner leurs investissements dans des sources d'énergie moins polluantes et augmenter leur consommation d'hydrocarbures, en accroissant encore plus le réchauffement de la planète.

Socialisme et environnement

Le modèle des sociétés industrielles impérialistes, leur consommation et leur production, détruisent une multitude d'espèces, avec comme conséquence que l'environnement naturel, en devenant plus uniformisé et moins articulé, se fait plus sensible à des chocs externes, ce qui peut faire disparaître tout le système.

Il ne suffit pas de défendre la conservation sans voir clairement que les questions environnementales ne peuvent être véritablement comprises que sur le terrain de la lutte de classes et de la lutte anti-impérialiste. Les écologistes qui ne comprennent pas le monde capitaliste - ou ne veulent pas le comprendre - développent leurs propositions en faisant appel à la réduction de la consommation dans les pays riches. Ils cherchent des « technologies propres » sans se demander qui contrôle les technologies et les moyens de production. Pour eux, le problème est dans la technologie et non dans sa propriété privée. Pour cela précisément, ils financent leurs mouvements environnementalistes avec des ressources de bourgeois « conscients ».

Finalement, ils finissent par transformer les victimes en coupables : la population misérable des pays sous-développés serait en train de piller la terre, alors qu'en réalité, c'est cette population qui est pillée.

S'il y a quelque chose de vraiment globalisé, c'est bien la problématique environnementale. Des particules polluant l'air de Los Angeles ont été suivies à la trace et on a découvert qu'elles étaient originaires de Chine. Une action aux Etats-Unis peut interférer dans la dynamique des pluies et du climat en Amazonie ou en Afrique. Une partie considérable du pétrole qui approvisionne les Etats-Unis est

produite dans la région amazonienne. Le Venezuela compte parmi les principaux fournisseurs des Etats-Unis, de sorte que la grande consommation d'énergie américaine a l'une de ses racines dans la forêt tropicale sud-américaine. Environ 90 % des victimes de catastrophes environnementales vivent dans des pays sous-développés. Ces catastrophes sont de plus en plus liées à la production de profit capitaliste, dominée par les nations impérialistes.

Le capitalisme a déjà démontré qu'il était indéfendable du point de vue économique, social et environnemental, et que les réformes partielles étaient totalement insuffisantes du point de vue environnemental. La catastrophe que connaît l'environnement ne sera pas arrêtée par des propositions stimulant un « **capitalisme écologique** » à visage humain. **Le système ne peut pas surmonter la crise qu'il a provoquée, parce que cela signifierait placer des limites à l'accumulation capitaliste. Il est nécessaire d'entamer une lutte sans relâche contre le capital et contre les nations impérialistes.**

Pour arrêter la destruction écologique, il faut construire un programme socialiste de défense de l'environnement. Le dilemme entre socialisme ou barbarie est valable aussi pour la problématique environnementale. La fin de l'exploitation irrationnelle des ressources de la planète ne peut être atteinte que dans un monde socialiste, basé sur la propriété sociale des moyens de production et sur la planification économique qui garantit la rationalité de l'exploitation des ressources de la planète. La révolution socialiste n'est pas notre seule possibilité, mais c'est une occasion unique de sauver la vie humaine et l'environnement.



PSTU (la section brésilienne de la LIT-QI)
Contre la crise capitaliste,
l'issue est un monde socialiste

Davantage encore, la mondialisation de la problématique environnementale exige une réponse digne de ce nom : la révolution socialiste mondiale, afin que le capitalisme cesse de menacer l'environnement et la vie humaine en n'importe quel lieu de la planète.

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Présentation | 2 |
| Vive la lutte héroïque du peuple hondurien ! A bas le putsch!..... | 4 |
| Unité putschiste de la bourgeoisie hondurienne..... | 5 |
| La répression contre le peuple..... | 5 |
| Une bourgeoisie et une armée très réactionnaires..... | 6 |
| Un pays très colonisé..... | 6 |
| Il faut mettre en échec le putsch..... | 7 |
| Quelle est la politique de l'impérialisme ? | 7 |
| Y a-t-il un changement dans l'impérialisme ?..... | 8 |
| La « réaction démocratique » | 8 |
| La résistance se développe | 9 |
| Non aux négociations en marge du peuple hondurien | 10 |
| Un bilan sur les résultats d'Initiative Internationaliste | 12 |
| Qu'on écoute la voix des travailleurs et la gauche indépendantiste | 14 |
| Quatre aspects pour insister sur un bilan plus que satisfaisant | 16 |
| Entre le crétinisme antiparlementaire et l'opportunisme électoraliste | 20 |
| Gaza et les élections confirment la nature raciste et génocidaire d'Israël..... | 23 |
| Les élections comme expression de ce sentiment | 25 |
| Une crise qui s'accroît | 29 |
| Obama soutient Israël, avec un semblant plus négociateur | 30 |
| Depuis ses origines, le sionisme a signifié la terreur contre les Palestiniens | 32 |
| Perspectives de la révolution, trente ans après..... | 36 |
| Il y a 30 ans : un des centres de la révolution mondiale | 38 |
| Réaction impérialiste et trahison des directions de la guérilla..... | 40 |
| Des tranchées aux palais ou de la guérilla aux nouveaux gouvernements bourgeois..... | 43 |
| Trente ans plus tard : une direction ouvrière, révolutionnaire et socialiste est nécessaire..... | 46 |
| Amérique Centrale: six pays, une nationalité, une révolution..... | 49 |
| Une nationalité atomisée en six pays | 50 |
| Révolution ouvrière et contre-révolution impérialiste | 52 |
| La politique du stalinisme, du castrisme et des nationalistes..... | 55 |
| Le rôle mondial de l'impérialisme américain | 59 |
| La grève britannique de Lindsey Oil : grève xénophobe ou grève exemplaire..... | 70 |
| La grève dans la raffinerie..... | 71 |
| Emplois britanniques pour travailleurs britanniques..... | 73 |
| Que demandaient les travailleurs en grève et qu'ont-ils obtenu ?..... | 74 |
| Une fausse comparaison | 75 |
| Une bonne affaire pour les gouvernements européens | 76 |
| Les bureaucraties syndicales contre l'unité de la classe ouvrière | 77 |
| Une réponse de classe au chômage | 79 |
| Ce que dit le CIO | 81 |

| | |
|--|-----------|
| Un autre aspect du dilemme de l'humanité : socialisme ou catastrophe environnementale | 86 |
| La proposition de développement durable | 87 |
| La crise sociale et les intérêts économiques..... | 88 |
| La logique de la production capitaliste et la dégradation de la nature..... | 90 |
| L'Amazonie, le développement durable et le capitalisme..... | 92 |
| La crise économique mondiale approfondit la crise environnementale..... | 93 |
| Socialisme et environnement | 95 |

Voici les titres des articles de l'édition originale,
non traduits dans cette édition.

Concernant l'Espagne :

De la dictature à la monarchie - Histoire d'une trahison

Dans le dossier sur l'Amérique centrale:

Le Sandinisme, hier et aujourd'hui

La Brigade Simon Bolivar

Pourquoi la lutte armée ?

Eléments d'un programme pour la révolution en Amérique cen-
trale

Autres :

Le système mondial et sa crise (deuxième partie)

Paraguay : Quel a été le caractère du gouvernement
de Rafael Franco

Théorie : Le matérialisme historique et la sociabilité humaine -
langage et pensée.